

5e édition

COMPARER MONTRÉAL

Octobre
2023



à propos

Institut du Québec

L'Institut du Québec est un organisme à but non lucratif qui axe ses recherches et ses études sur les enjeux socioéconomiques auxquels le Québec fait face. Il vise à fournir aux autorités publiques et au secteur privé les outils nécessaires pour prendre des décisions éclairées, et ainsi contribuer à bâtir une société plus dynamique, compétitive et prospère.

Chambre de commerce du Montréal Métropolitain

Forte d'un réseau de 8 000 membres, la Chambre de commerce du Montréal métropolitain (ci-après « la Chambre ») agit sur trois fronts : elle porte la voix du milieu des affaires de la métropole, offre des services spécialisés aux entreprises et à leurs employés et mène des initiatives d'impact pour renforcer l'environnement d'affaires. Depuis 200 ans, elle intervient dans des dossiers déterminants pour la prospérité des entreprises et de la métropole. Avec l'appui de ses experts Acclr, la Chambre vise à accélérer la création et la croissance des entreprises de toutes tailles, ici et à l'international.

Montréal International

Montréal International (MI) est un organisme sans but lucratif financé par le secteur privé, les gouvernements du Québec et du Canada, la Communauté métropolitaine de Montréal et la Ville de Montréal. MI a comme mandat d'attirer et de retenir dans la région métropolitaine des investissements étrangers (entreprises et startups), des organisations internationales, des travailleurs qualifiés ainsi que des étudiants internationaux en leur offrant des services d'accompagnement adaptés à leurs besoins.

Pour citer ce rapport : Comparer Montréal – 5^e édition : première de classe pour sa qualité de vie, mais des défis à relever pour propulser son économie.

Dépôt légal, quatrième trimestre 2023

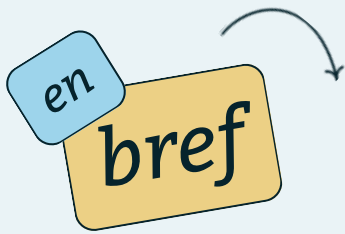
ISBN : 978-2-925426-00-4

Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2023

Bibliothèque et Archives Canada, 2023

table des matières

<u>EN BREF.</u>	<u>03</u>
<u>POURQUOI MONTRÉAL?</u>	<u>08</u>
Montréal, toujours une locomotive	
Montréal, moteur de la croissance économique du Québec	
Montréal continue d'attirer les talents, mais la pandémie a laissé des séquelles	
Une contribution à la réduction de l'écart de niveau de vie	
Le défi de la productivité demeure	
Un dynamisme qui profite à l'ensemble du Québec	
<u>ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE</u>	<u>22</u>
Produit intérieur brut par habitant	
Revenu disponible par habitant	
Productivité	
Taux d'emploi	
Fréquentation des aéroports	
<u>CROISSANCE ÉCONOMIQUE</u>	<u>28</u>
Croissance du PIB réel par habitant	
Croissance du revenu disponible	
Croissance de la productivité	
Variation du taux d'emploi	
Croissance de la construction	
<u>CAPITAL HUMAIN</u>	<u>34</u>
Proportion de la population des 25 à 64 ans détenant un baccalauréat ou plus	
Proportion des 25 à 64 ans sans diplôme d'études secondaires	
Immigration internationale nette	
Intégration des immigrants au marché du travail	
<u>INNOVATION</u>	<u>39</u>
Main-d'œuvre dans les secteurs d'avenir	
Investissements en innovation	
Disponibilité du capital de risque	
Diplômés en STGM	
<u>QUALITÉ DE VIE</u>	<u>43</u>
Taux de pauvreté	
Inégalités des revenus	
Espérance de vie	
Coûts du logement	
Taux d'homicides	
Heures perdues dans la congestion	
Personnes occupant un emploi en arts, culture et communications	
<u>ENVIRONNEMENT</u>	<u>51</u>
Qualité de l'air	
Modes de transports alternatifs à l'automobile	
Disponibilité du transport collectif	
Superficie du couvert boisé	
<u>CONCLUSION ET PISTES D'ACTION</u>	<u>56</u>



Une cinquième édition, revue et améliorée

Pour sa cinquième édition, Comparer Montréal, une étude réalisée par l'Institut du Québec (IDQ) en collaboration avec Montréal international (MI) et la Chambre de commerce du Montréal métropolitain (CCMM), fait peau neuve. En plus d'un visuel revisité, le tableau de bord de la région métropolitaine inclut maintenant un pilier environnemental, devenu incontournable pour évaluer comment Montréal se compare avec d'autres métropoles sur des indicateurs tels que la qualité de l'air, le couvert boisé, ou encore la disponibilité du transport collectif.

Pour avoir une vision d'ensemble de la situation de la métropole, ce tableau de bord compare la métropole québécoise à 14 autres villes canadiennes et américaines de taille similaire selon un large éventail d'indicateurs portant sur l'activité et la croissance économique, le capital humain, l'innovation, la qualité de vie et, pour la première fois cette année, l'environnement.

Montréal continue d'être la locomotive du Québec

La trajectoire économique de la métropole a connu au cours des dernières années de profonds changements. L'époque d'un marasme économique ambiant, pouvant être approximativement située au cours des années 1990 et 2000, a pris fin au cours des années 2010. La pandémie, quant à elle, a eu un impact important sur Montréal, et particulièrement sur son centre-ville. Malgré ce choc externe important, Montréal continue de reprendre la place naturelle qu'elle devrait jouer en tant que métropole du Québec et seconde ville en importance au Canada.

Notre analyse montre qu'au cours de la dernière décennie, le Grand Montréal – tout comme l'ensemble des métropoles nord-américaines d'ailleurs – s'est avéré un véritable moteur de croissance économique pour les régions limitrophes. La RMR a contribué à plus de la moitié de la croissance du PIB du Québec entre 2012 et 2022. Avec un PIB par habitant presque 24 % plus élevé que celui du reste du Québec, le Grand Montréal agit comme un créateur de richesse pour l'ensemble du Québec et contribue même au rattrapage du niveau de vie visé par le gouvernement du Québec.

Pour soutenir sa croissance et celle du Québec, le Grand Montréal se retrouve toutefois en concurrence directe avec les autres métropoles pour attirer talents, investissements et idées novatrices.

Montréal : première pour sa qualité de vie et son environnement

Montréal, qui s'est toujours distinguée sur les indicateurs de qualité de vie, figure une fois de plus en tête de ce classement à cet égard. Il s'agit d'un facteur qui renforce la fonction de locomotive d'une métropole pour attirer les entreprises et les talents qui assureront sa croissance.

Montréal se démarque tout particulièrement par des logements qui restent abordables, la part des personnes consacrant 30 % ou plus de leurs revenus à cette dépense étant non seulement plus faible que dans les autres métropoles, mais en diminution entre 2016 et 2021.

Montréal est également la métropole avec le plus faible pourcentage de population qui vit en dessous du seuil de pauvreté, un indicateur qui s'est d'ailleurs amélioré depuis 2015.

Le seul élément pour lequel la performance de Montréal laisse à désirer est la congestion routière, ce qui ne sera pas une surprise pour ses habitants.

Les indicateurs environnementaux – qualité de l'air, couvert boisé, disponibilité et utilisation du transport collectif –, collectés pour la première fois cette année, placent également Montréal en bonne position, tout juste après Vancouver et Boston.

Une accélération de l'innovation

En matière d'innovation, Montréal a amélioré sa position, passant de la 10^e position dans la première édition en 2015 de Comparer Montréal à la 6^e place en 2023. À cet égard, elle se démarque par la disponibilité de sa main-d'œuvre dans les secteurs d'avenir et le nombre de diplômés dans les domaines scientifiques et technologiques (STGM). Pour ces deux indicateurs, la métropole québécoise arrive en milieu de peloton, avec une 6^e place.

Cependant, pour les indicateurs de nature financière comme le nombre d'ententes en capital de risque et la disponibilité du capital de risque, la RMR performe un peu moins bien et occupe, respectivement, la 8^e et 9^e position. Il est à noter que, pour l'innovation, Montréal devance les deux autres villes canadiennes de la comparaison, soit Toronto et Vancouver.

Économie : le rattrapage s'essouffle, le niveau de vie reste plus faible

Sur le plan de la croissance économique, l'élan qu'avait connu Montréal depuis 2016 s'est essoufflé. Comparée aux autres villes, la faiblesse du marché de la construction au cours des dernières années pénalise la métropole québécoise et lui fait perdre des places au classement.

En ce qui a trait au niveau d'activité économique, Montréal est montée d'une place dans le classement, passant de la 13^e à la 12^e position. C'est par le dynamisme de son marché du travail que Montréal se distingue. En effet, avec 64 % de sa population de 15 ans et plus à l'emploi, Montréal passe de la 9^e à la 6^e position pour le taux d'emploi.

En revanche, si le Grand Montréal compte des atouts indéniables, **son niveau de vie par habitant demeure le plus faible des métropoles étudiées**, et ce, même lorsqu'on prend en compte le filet social québécois plus généreux.

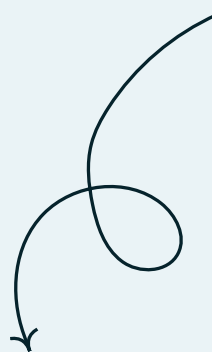
Plus inquiétant, le niveau de productivité, qui sera pourtant un des principaux moteurs de croissance économique au cours de la prochaine décennie, reste en berne.

Du sur place pour le capital humain

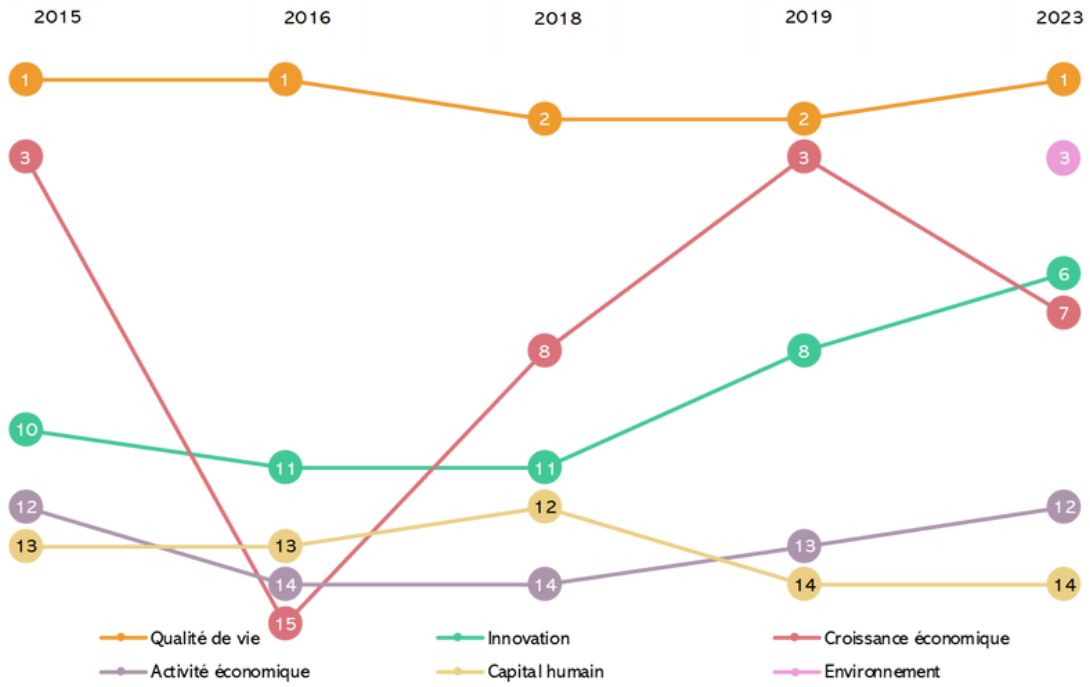
Pour accroître son niveau de vie et combler ainsi l'écart qu'elle accuse face aux autres grandes métropoles nord-américaines, Montréal devra améliorer sa productivité, qui reste plus faible qu'ailleurs. À ce chapitre, des défis demeurent en matière de capital humain et d'innovation.

Avec **à peine plus du tiers de sa population qui détient un diplôme universitaire**, Montréal traîne de la patte par rapport aux autres métropoles nord-américaines. Toronto et Vancouver, contre lesquelles la métropole québécoise rivalise pour attirer des talents, ont quant à elles vu leur nombre de diplômés universitaires s'accroître considérablement depuis 2019, principalement grâce à l'immigration.

Montréal compose également avec une forte proportion de personnes sans diplôme secondaire, et ce, même en excluant les groupes populationnels plus âgés. Comme la situation s'est davantage améliorée dans les autres métropoles, Montréal se retrouve en queue de peloton, passant de la 10^e à la 13^e place.



Classement par indicateurs pour les différentes éditions de comparer Montréal



graphique
01

principaux
constats
2023

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Montréal gagne une place au classement, principalement grâce à son marché du travail plus vigoureux qu'en 2019. Elle demeure toutefois en queue de peloton pour la faiblesse de son niveau de vie et de sa productivité.



CROISSANCE ÉCONOMIQUE

En terme de croissance, Montréal a moins le vent dans les voiles qu'avant la pandémie. Son rattrapage face aux autres métropoles se poursuit, mais à un rythme plus lent.



CAPITAL HUMAIN

Montréal se maintient en queue de peloton notamment en ce qui a trait à la part des personnes qui détiennent un diplôme universitaire. Cependant, elle continue d'attirer davantage d'immigrants, et leur intégration s'améliore.



INNOVATION

En termes d'innovation, Montréal se démarque pour les indicateurs liés au capital humain, la disponibilité de sa main d'œuvre dans les secteurs d'avenir et le nombre de diplômés dans les domaines scientifiques et technologiques (STGM).



QUALITÉ DE VIE

Véritable force de la métropole québécoise : depuis la première édition de l'étude, Montréal occupe le haut du classement pour cet indicateur. Que ce soit le faible niveau d'inégalité, l'espérance de vie, le coût du logement, le taux d'homicide ou l'utilisation du transport en commun, Montréal se hisse aux premiers rangs des villes où il fait bon vivre.



ENVIRONNEMENT

Les indicateurs environnementaux – qualité de l'air, couvert boisé, disponibilité et utilisation du transport collectif –, collectés pour une première fois dans l'édition 2023, placent également Montréal en bonne position, juste après Vancouver et Boston.





01

POURQUOI MONTRÉAL?

Depuis 2015, l'Institut du Québec, en partenariat avec la Chambre de commerce du Montréal métropolitain et Montréal International, propose régulièrement une analyse de l'état de la métropole et une comparaison avec des villes nord-américaines de taille et d'importance semblables.

Pourquoi? S'il existe divers moyens pour mesurer la performance d'une métropole ou établir un diagnostic de sa santé économique, la comparaison avec les pairs, qui correspond aux pratiques d'étalonnage, constitue un outil particulièrement précieux.

Introduction

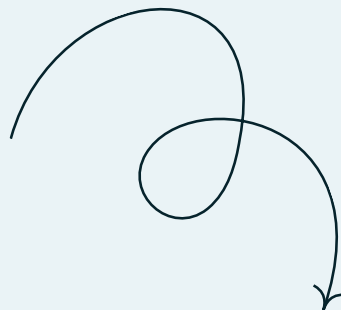
Cet exercice, pour être fructueux, doit se faire avec d'autres métropoles, parce que pour attirer les talents, les investissements et les idées, Montréal n'est pas en compétition avec les autres régions du Québec, mais plutôt avec d'autres grands centres urbains.

Dans cette perspective, Comparer Montréal établit des classements dans lesquels Montréal se mesure à 14 autres villes nord-américaines, choisies en raison de leurs similitudes pour un ensemble d'incitateurs économiques et sociaux. Un tel tableau de bord n'est pas qu'un simple palmarès, mais bien un outil de diagnostic qui permettra de mesurer les progrès ou les reculs de la métropole, d'identifier ses points forts et ses éléments plus faibles, et aussi de déterminer, en observant les succès réalisés ailleurs, des objectifs à la fois réalistes et ambitieux qui permettront de définir des priorités et d'établir des stratégies de développement.

Cet exercice repose sur une conception élargie du développement, qui s'inscrit dans une optique de développement durable ne reposant pas uniquement sur les indicateurs économiques classiques, mais également sur d'autres facettes de la vie collective. Il tient compte de 29 indicateurs dans les domaines de l'activité économique, de la croissance économique, de l'innovation, de qualité de vie et de l'environnement.

L'édition 2023 comporte aussi un ajout important. En effet, si les éditions précédentes comprenaient des indicateurs environnementaux associés à la qualité de vie, nous avons choisi de traiter l'environnement comme un domaine à part entière, qui repose sur plusieurs indicateurs, pour refléter l'importance croissante de ces considérations dans les politiques publiques, les efforts des entreprises pour atteindre la carboneutralité et les stratégies de Montréal pour se distinguer de ses pairs.

Le fait que l'IDQ ait publié plusieurs éditions de son Tableau de bord de la région métropolitaine de Montréal, soit en 2015, 2016, 2018 et 2019, avec une pause lors de la parenthèse pandémique, permet par ailleurs d'ajouter à l'exercice une perspective historique. Si ces indicateurs représentent un instantané, un portrait sur un point dans le temps, le fait que l'exercice ait été réalisé pendant plusieurs années permet d'établir des trajectoires pour plusieurs indicateurs, et ainsi d'évaluer la façon dont évolue la région montréalaise.



Si la compilation des données de cette édition a dû composer avec les distorsions provoquées par la pandémie de COVID-19, elle permet néanmoins de dégager un tableau montrant que, dans l'ensemble, Montréal a réussi à maintenir sa place dans cette comparaison entre villes. Elle affiche ainsi des progrès dans les domaines importants que sont l'innovation et la qualité de vie ainsi que des résultats très intéressants pour l'environnement, quoiqu'un certain recul soit observé en ce qui a trait à la croissance économique, notamment en raison de l'activité de la construction.

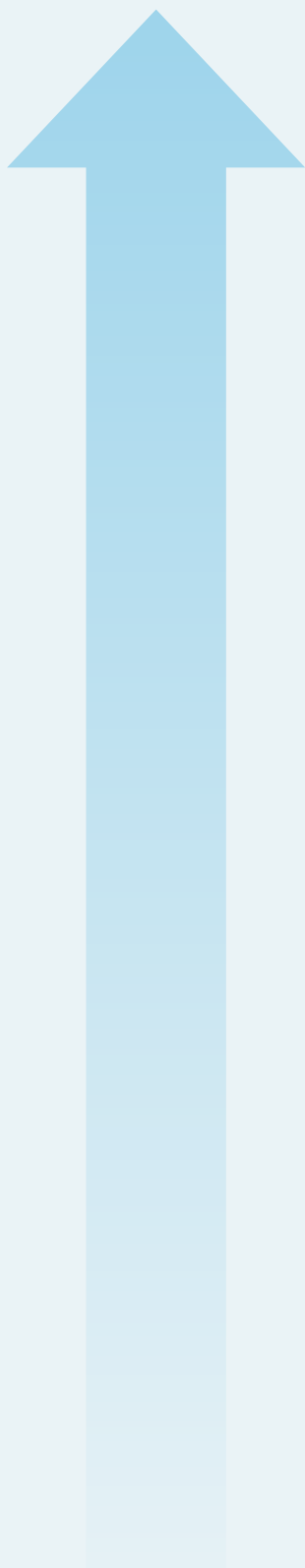
Cela dit, cet exercice de comparaison met également en relief un objet de préoccupation. Dans les deux domaines où Montréal tire de l'arrière année après année – l'activité économique et le niveau de vie d'une part, et le d'autre part –, la métropole n'a pas réussi à réduire de façon significative les écarts qui la séparent des autres villes.

Cette absence de progrès tient essentiellement à deux éléments qui devraient ainsi constituer des priorités vers lesquelles Montréal devrait concentrer ses efforts, soit l'amélioration de la productivité et le rehaussement du niveau de formation et d'éducation. Ces enjeux, incidemment, interpellent le Québec tout entier.

Comme c'était le cas en 2019, l'édition 2023 mesure également la place de la région montréalaise dans l'ensemble québécois. Cette analyse montre que le poids économique de Montréal s'est accru, malgré le choc pandémique, et que ce progrès, en matière de croissance économique et de niveau de vie, renforce le rôle de locomotive de la métropole et son effet d'entraînement pour le Québec tout entier.

Cette démonstration permet de mettre en relief l'importance, pour le Québec, de soutenir sa métropole, en sachant que les succès futurs de Montréal, en raison des liens d'interdépendance tissés depuis des décennies, profiteront à l'ensemble des Québécois.

Montréal, toujours une locomotive



La grande région montréalaise ne vit pas en vase clos. Elle s'insère dans un large et riche écosystème, celui du Québec dans son ensemble. On oppose souvent Montréal aux régions du Québec, comme si les progrès de l'un devaient se faire au détriment de l'autre. Et pourtant, les rapports entre Montréal et le reste du Québec reposent sur l'interdépendance. D'un côté, Montréal est soutenue et renforcée par les régions et leurs ressources, leurs citoyens et leurs entreprises. De l'autre, elle dispose d'atouts propres à une métropole qui renforcent le développement de l'ensemble du Québec, et qui lui permettent de jouer un rôle de locomotive.

En 2014, l'IDQ avait publié un rapport intitulé Montréal : boulet ou locomotive, qui démontrait que la région montréalaise jouait ce rôle d'entraînement pour l'ensemble du Québec, mais qui notait aussi que la métropole souffrait de carences, notamment une croissance anémique et même une certaine morosité qui faisaient en sorte qu'elle ne pouvait pas pleinement jouer le rôle qui devait être le sien.

L'édition 2019 de Comparer Montréal a voulu faire le point sur ces enjeux. Elle a montré que la région montréalaise avait fait d'importants progrès et que son poids dans l'ensemble du Québec s'était accru, notamment grâce à ses secteurs de pointe. « Montréal en 2019 : la locomotive a gagné en puissance et roule mieux », écrivait-on, même s'il restait du chemin à faire.

Il était important de faire le suivi après le choc important de la pandémie, parce que la COVID-19 et les mesures sanitaires qu'elle a imposées ont affecté la métropole de multiples façons : interruption d'activités économiques, effets du travail à domicile sur les activités du centre-ville et mouvements de résidents de la métropole vers des régions plus éloignées du centre urbain.

Dans les pages qui suivent, l'analyse du poids de Montréal dans l'ensemble du Québec montre que le choc pandémique n'a pas compromis son rôle de locomotive. Au contraire, malgré ces écueils, la région montréalaise a renforcé sa position, avec une croissance économique supérieure à celle du Québec, mais aussi un écart croissant du PIB par habitant avec le reste du Québec. Ces indicateurs confirment que le Grand Montréal a maintenu sa place de moteur économique du Québec.

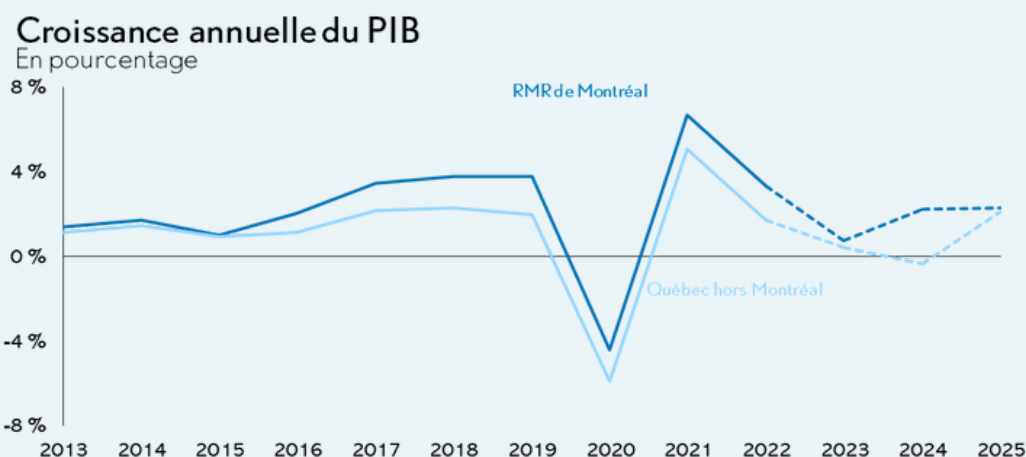
Si l'économie était un jeu à somme nulle, et si le Québec vivait en vase clos, ces données pourraient peut-être être interprétées de façon statique, pour conclure que les gains enregistrés à Montréal se sont faits au détriment des régions. Mais le fait que le Québec constitue une économie ouverte, en interaction avec le monde qui l'entoure, ne permet pas une telle interprétation. Le dynamisme de Montréal, comme d'ailleurs celui de plusieurs régions, dépend de ses succès au-delà de nos frontières et de sa capacité d'appuyer sa croissance sur des apports extérieurs en matière de capitaux, d'idées, de ressources humaines et de marché.

Montréal, moteur de la croissance économique du Québec

La croissance économique de la RMR de Montréal a été vigoureuse depuis la fin des années 2010 et a systématiquement **dépassé celle du reste du Québec**. Cela n'a pas changé pendant la pandémie ni après celle-ci. Les prévisions du Conference Board du Canada suggèrent que ce mouvement se poursuivra à l'horizon 2027.

Le poids économique de Montréal va donc en s'accroissant. Il est passé de **53 % du total québécois en 2012 à 56 % en 2022**.

Cette croissance s'explique notamment par la hausse de la population en âge de travailler, plus rapide à Montréal que dans le reste de la province, et la vigueur de son marché du travail. Ainsi, la proportion des emplois générés dans la métropole est supérieure à la proportion de la population : avec 50 % de la population en 2022, Montréal comptait pour 53 % des emplois.



Source: Conference Board du Canada, prévisions pour 2023, 2024 et 2025

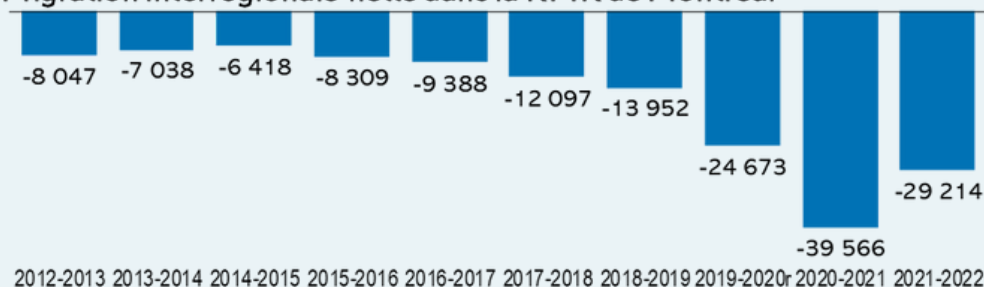


Montréal continue d'attirer les talents, mais la pandémie a laissé des séquelles

La croissance de la population a traditionnellement été le principal moteur de croissance économique de la métropole. Avec la grande majorité des immigrants internationaux qui s'y installent et un accroissement naturel plus rapide, la population en âge de travailler croît plus rapidement que celle du reste de la province. La population active de Montréal est ainsi passée de 51 % du total de la province en 2013 à 53 % en 2022. La concentration de la population sur un territoire restreint favorise la mobilité professionnelle et atténue, pour les employeurs, les effets de la rareté de main-d'œuvre.

Cependant, la pandémie pourrait avoir accéléré certains phénomènes qui s'observaient déjà auparavant. La région métropolitaine de recensement (RMR) a perdu plus de résidents qu'elle n'en a gagné au profit des autres régions du Québec. Cependant, il reste à savoir si cette tendance sera appelée à se maintenir ou à s'estomper.

Migration interrégionale nette dans la RMR de Montréal



Source: Institut de la statistique du Québec

Par ailleurs, on a également pu noter que les nouveaux résidents permanents, tout comme les travailleurs et étudiants étrangers, ont été plus nombreux à s'installer en dehors de la RMR de Montréal. À titre d'exemple, en 2019, 15 % des nouveaux résidents permanents s'installaient à l'extérieur du Grand Montréal. En 2022, ils étaient 23 %.

Notons cependant que Montréal accapare encore la grande majorité de l'immigration internationale. Si des efforts doivent être faits pour attirer, mais surtout retenir davantage de travailleurs et d'étudiants en région, il faut reconnaître que la plupart des nouveaux résidents continueront de s'installer dans la région métropolitaine. Ce phénomène, qui n'est pas propre à Montréal, s'observe dans l'ensemble des métropoles du monde, celles-ci attirant davantage les nouveaux venus parce qu'elles offrent plus d'opportunités aux talents et aux travailleurs qualifiés, ainsi qu'une structure communautaire et des mécanismes d'accueil pour les immigrants.

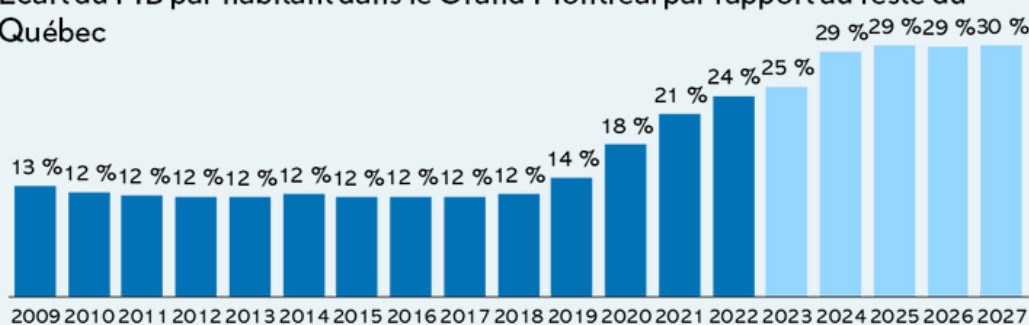
Une contribution à la réduction de l'écart de niveau de vie

La contribution de la RMR de Montréal à l'augmentation du PIB par habitant et du niveau de vie (du Québec) est significative. Comme illustré ci-dessous, l'écart du PIB par habitant entre Montréal et le reste de la province, après s'être maintenu aux environs de 12 % dans les années 2010, est passé à 21 % en 2021 et 24 % en 2022, une tendance qui devrait se poursuivre dans les prochaines années. Rappelons que le PIB par habitant, même s'il est décrit par le terme « niveau de vie », n'est pas une mesure de bien-être de la population, mais plutôt de la production et de la performance.

L'écart du PIB par habitant entre la RMR de Montréal et le reste du Québec indique que la hausse du niveau de vie du Québec dans son ensemble est plus élevée qu'elle ne le serait sans la contribution de sa métropole. Montréal contribue ainsi à soutenir l'objectif de rattrapage avec la province voisine, et joue ainsi son rôle de locomotive.

Montréal, comme la plupart des métropoles, joue ce rôle essentiel parce qu'elle concentre des atouts qui permettent une augmentation de la productivité, comme un accès au capital, un bassin de main-d'œuvre plus jeune et plus qualifiée, la présence d'industries davantage axées sur la recherche et l'innovation, des secteurs de pointe plus productifs, une concentration de services à forte valeur ajoutée, comme la finance et les services aux entreprises, une présence plus forte des institutions d'enseignement supérieur, un poids plus grand de la culture et des activités créatives, des infrastructures plus développées et une connectivité internationale.

Écart du PIB par habitant dans le Grand Montréal par rapport au reste du Québec



graphique
04

Source: Conference Board du Canada

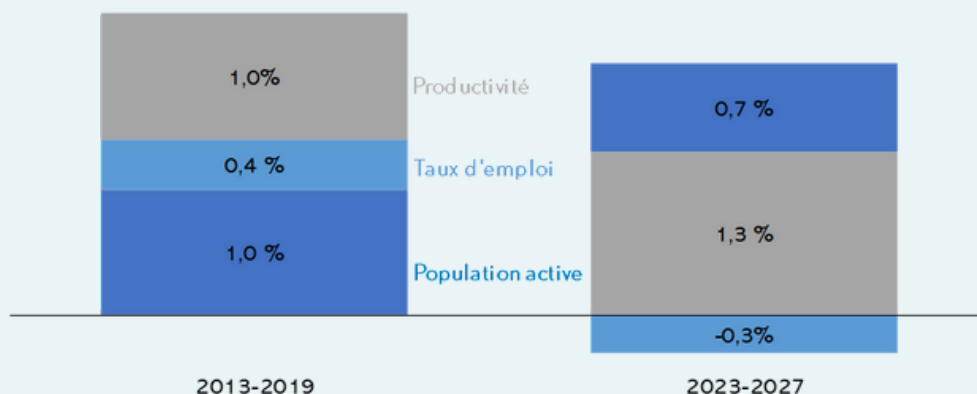
On assiste ainsi à une divergence entre les mouvements démographiques et économiques. Pendant que le poids démographique de la RMR de Montréal dans l'ensemble québécois diminue légèrement entre 2019 et 2022, son poids économique continue d'augmenter. Avec 50,4 % de la population du Québec en 2022, la métropole génère, en 2022, 56,0 % du PIB de la province.

Le défi de la productivité demeure

Afin de continuer à jouer son rôle de locomotive, la métropole devra cependant relever son niveau de productivité. Bien que le vieillissement de la population s'y fasse sentir de manière moins aiguë qu'ailleurs au Québec, force est de constater que la croissance de la population ne pourra, à elle seule, permettre à l'économie de croître. Ainsi, pour la période 2013-2019, un taux de croissance annuel moyen du PIB de 2,4 % a été possible grâce à une hausse de 1,0 % de la population, de 0,4 % du taux d'emploi et de 1,0 % de la productivité (graphique 4).

On assiste cependant à un réaménagement des poids relatifs des facteurs de croissance. Pour la période 2023-2027, selon les projections du Conference Board du Canada portant sur une période où la croissance sera plus modeste, la productivité expliquera la majeure partie de la croissance, soit 1,3 % sur 1,7 %. Le rôle de la croissance de la population sera plus modeste, à 0,7 %, tandis que la contribution du taux d'emploi sera négative, à -0,3 %.

Contribution à la croissance du PIB de Montréal



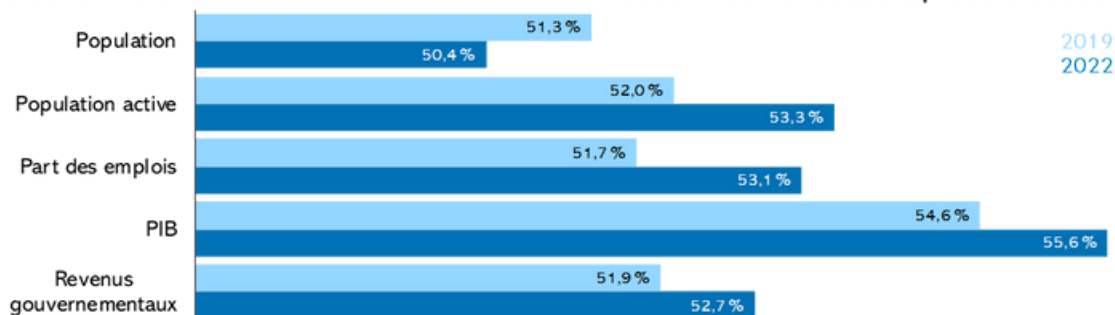
Note : prévisions pour 2023 à 2027.
Sources : Conference Board du Canada, calculs de l'IDQ.



Un dynamisme qui profite à l'ensemble du Québec

Le graphique 06 décrit de façon synthétique l'évolution du poids de la RMR de Montréal dans le total québécois. Il montre que, pour tous les indicateurs sauf celui de la population, la région montréalaise a accru la place qu'elle occupe au Québec entre 2019 et 2022.

Contribution de la RMR de Montréal à diverses mesures de l'activité économique du Québec



Sources : Conference Board du Canada, calculs effectués par l'Institut du Québec.

graphique

06

Ces diverses données montrent d'abord que Montréal représente une part majeure de l'activité économique de la province. Il s'agit, au premier niveau, d'une mesure de son poids. En soi, ce poids justifie que la métropole fasse l'objet d'une attention particulière en raison de son importance quantitative dans l'ensemble québécois. Grâce à son dynamisme, la région métropolitaine montréalaise crée également plus de richesse que le reste du Québec et contribue ainsi pour plus que son strict poids à sa prospérité. L'activité économique de la métropole profite au reste du Québec. Si l'IDQ concluait dans son édition 2019 que Montréal était la locomotive économique du Québec, ce constat s'impose encore.

Cependant, la fonction de locomotive d'une métropole par rapport à la région qui l'entoure ne repose pas seulement sur sa meilleure performance économique. L'image même de la notion de locomotive suggère que ce rôle ne se limite pas à une création plus grande de richesse et à sa redistribution sur son territoire, mais aussi à l'effet d'entraînement de la métropole sur l'ensemble du territoire, pour qu'il devienne lui aussi davantage créateur de richesse.

Cette fonction de locomotive des métropoles a été largement étudiée, notamment dans les travaux de l'Organisation de développement et de coopération économiques (OCDE). C'est le dynamisme de chacun de ces attributs qui permet au Grand Montréal de jouer son rôle et de soutenir le progrès du Québec. Montréal est

déjà une locomotive, mais elle pourrait contribuer encore davantage parce que pour plusieurs éléments, il lui reste du chemin à parcourir pour atteindre le niveau de dynamisme observé dans d'autres grandes villes comparables.

C'est dans cet esprit que ce rapport a été conçu. La comparaison avec des villes canadiennes et américaines permettra de mesurer, pour divers indicateurs associés à la performance économique et sociale d'une ville, le succès et les points forts de Montréal, mais aussi ses retards et ses points faibles. Il s'agit d'un exercice important pour que la région montréalaise puisse se développer et faire mieux, et pour l'ensemble du Québec qui en récoltera les fruits.



Centre-ville de Montréal : une saison estivale animée et des travailleurs de retour, mais l'inoccupation des bureaux et la construction demeurent préoccupantes

L'analyse à grande échelle des régions métropolitaines masque des réalités plus locales d'un grand nombre de quartiers et de milieux de vie tels que les centres-villes. Bien qu'il s'agisse de réalités plus locales, la dynamique économique des centres-villes impacte profondément les villes au sens large.

À Montréal, le centre-ville représente 300 000 emplois, 11 000 entreprises et 24 sièges sociaux d'entreprises ayant des revenus supérieurs à 1 G\$. Il est la première destination touristique du Québec. Le centre-ville comprend des institutions d'enseignement supérieur telles que l'UQÀM, l'Université Concordia, l'Université McGill et HEC Montréal. Il est également un lieu de commerce, avec la rue Sainte-Catherine et ses 1200 magasins comme principale artère commerciale de la métropole tout en étant le cœur du réseau de transport collectif à l'échelle métropolitaine, récemment renforcé par l'arrivée du Réseau express métropolitain (REM). Somme toute, il s'agit d'une zone stratégique pour la vitalité économique et l'attractivité de la région métropolitaine.

Si le centre-ville de Montréal a été fortement touché par les restrictions sanitaires, le constat est que la situation s'est nettement améliorée à plusieurs égards. Néanmoins, des défis demeurent et une attention particulière est encore nécessaire.

Un été profitable pour la trame commerciale du centre-ville

À l'été 2023, les touristes étaient définitivement de retour, contribuant à l'occupation et à la vitalité du centre-ville et de sa trame commerciale. En matière de taux d'occupation des hôtels, la conjoncture de Montréal est aujourd'hui très bonne, avec une moyenne de près de 80 % alors que les revenus totaux à la mi-saison surpassent de 26 % les chiffres de 2019. De plus, la capacité hôtelière a bondi pendant ce temps de 5 % et la métropole a accueilli le même nombre de visiteurs en comparaison avec la même période en 2019.

Un retour des travailleurs qui s'accélère

Les travailleurs retournent de plus en plus et de plus en plus fréquemment au centre-ville. De fait, selon les derniers sondages menés par la CCMM, 87 % des travailleurs fréquentent leurs bureaux au moins une fois par semaine en septembre 2023, comparé à 81 % en septembre 2022. La normale des présences se situe toujours autour de 2 à 3 jours par semaine, ce qui demeure la préférence de 65% des travailleurs.

Des taux d'inoccupation qui augmentent et des mises en chantier en baisse

Les taux d'inoccupation des édifices à bureau du centre-ville continuent d'augmenter, à l'instar de plusieurs autres grandes villes en Amérique du Nord. Depuis la pandémie, les taux d'inoccupation des immeubles de classe B et C affichent une performance inférieure aux immeubles de classe A. En effet, de nombreuses entreprises choisissent des espaces plus petits, mais de meilleure qualité. Avec 17,4% de taux d'inoccupation au troisième trimestre de 2023, le centre-ville de Montréal se situe en deçà de la moyenne nationale de 18,9%. Le taux d'inoccupation pour les espaces de classe A du centre-ville de Montréal se situe à 16,3%, donc inférieur soit au taux combiné.

Le taux d'inoccupation pourrait poursuivre une trajectoire ascendante au cours des prochains mois, avant que le marché ne trouve un point d'équilibre. La CCMM estime que le taux d'inoccupation pourrait atteindre à terme 21% sans la croissance de l'économie et la venue de nouvelles entreprises au centre-ville.

Face à un surplus d'espaces à bureau, une baisse des mises en chantier est observée. En effet, aucune nouvelle construction n'a débuté au troisième trimestre de 2023.

Vitalité du centre-ville : un chantier de longue haleine

Face à ces défis, la mobilisation et la concertation de l'ensemble des acteurs vont demeurer centrale afin d'assurer le succès du centre-ville et une économie métropolitaine forte, notamment à travers un retour au bureau soutenu. De plus, le milieu des affaires surveillera le dévoilement à l'automne 2023 de la Stratégie centre-ville de la Ville de Montréal, un élément important pour la vitalité de cette zone hautement stratégique.

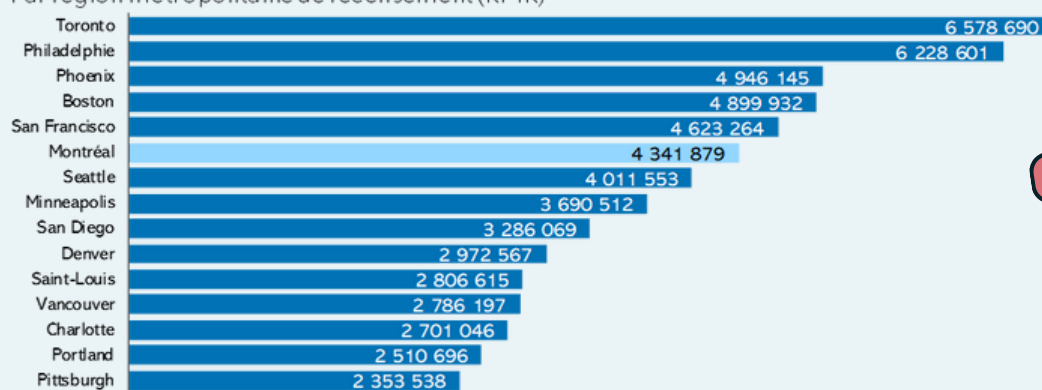
Comment comparer Montréal?

Le tableau de bord de Montréal repose sur 29 indicateurs portant sur 6 domaines cherchant à tenir compte des différents aspects de l'activité économique, sociale et environnementale des métropoles. Au-delà de leur pertinence, le choix des indicateurs a dû tenir compte de contraintes méthodologiques, du caractère quantifiable des phénomènes analysés, de la disponibilité des données pour les villes canadiennes et américaines et de la comparabilité des indicateurs.

L'échantillon comprend 15 villes : 3 métropoles canadiennes (Montréal, Toronto et Vancouver) et 12 métropoles américaines choisies en raison de leur taille et de leur structure économique, de façon à permettre des comparaisons pertinentes avec la région montréalaise. Nous avons exclu les grandes métropoles comme Los Angeles, Chicago et New York qui, par leur simple poids démographique, auraient faussé les perceptions.

Population totale (2021)

Par région métropolitaine de recensement (RMR)



Sources : Conference Board du Canada, Bureau of Economic Analysis.

Les indicateurs de la catégorie activité économique évaluent le niveau de vie et le degré de prospérité (PIB par habitant, revenu disponible par habitant, productivité, taux d'emploi, fréquentation des aéroports).

Les variables de la catégorie croissance économique, quant à elles, portent sur les progrès réalisés pour les indicateurs d'activité économique, auxquels s'ajoutent les permis de construction résidentielle, afin de mesurer le dynamisme de l'économie et la capacité de rattrapage de l'économie montréalaise.

La catégorie capital humain évalue un élément central du développement urbain, soit le talent et la qualité de la main-d'œuvre. Elle est composée de deux indicateurs liés à l'éducation (diplomation universitaire et persévérance scolaire) et de deux liés à l'immigration (immigration nette et intégration des immigrants).

Pour la catégorie innovation, au cœur du développement des métropoles et de leur capacité concurrentielle, deux indicateurs sont liés au talent (main-d'œuvre dans les secteurs d'avenir et diplômés STMG) et deux aux dépenses en capital de risque (nombre d'ententes et taille des projets).

La catégorie qualité de vie tient compte d'un ensemble de facteurs très divers qui contribuent autant au bien-être des résidents qu'à l'attractivité d'une métropole (taux de pauvreté, répartition des revenus, espérance de vie, coûts du logement, taux d'homicides, congestion routière, emploi en arts et culture).

Enfin, la catégorie environnement a été développée pour cette édition, afin de refléter l'importance de cet enjeu pour l'avenir des villes. Elle comporte des indicateurs liés à diverses facettes de cette problématique (couvert boisé, qualité de l'air, transport en commun, transport alternatif).

Pour cette édition, dont les données portent, selon les cas, sur 2021 et 2022, il a fallu composer avec des perturbations imposées par le choc de la pandémie de COVID-19. Dans un premier temps, le ralentissement économique engendré par les mesures sanitaires a eu pour effet d'entraîner une baisse très marquée de nombreux indicateurs en 2020, puis une remontée à rythme variable en 2021 et 2022. Ces mouvements ont affecté l'évolution normale de plusieurs indicateurs, comme le PIB, l'immigration et l'emploi.

Dans un second temps, l'intensité de ce choc et de la récupération a été très variable selon les métropoles analysées, en raison du degré d'intensité des mesures sanitaires selon les provinces canadiennes et les États américains où elles se situent, de leur structure industrielle qui les a rendues plus ou moins vulnérables à la pandémie ainsi que des différences dans les systèmes de santé et les filets de sécurité sociale, qui ont à la fois affecté la propagation de la maladie et l'ampleur des répercussions économiques. L'analyse différenciée de l'impact économique et social de la pandémie pour les 15 villes de notre échantillon, qui aurait été nécessaire pour réduire les biais introduits dans nos données par le choc pandémique, dépassait largement le champ d'études de ce rapport. Cependant, au fil de l'analyse, nous soulignerons les situations où cet élément impose une prudence dans l'interprétation des données.



Évolution du classement
de Montréal



03

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

En matière d'activité économique, Montréal est montée d'une place dans le classement, passant de la 13^e à la 12^e position. Si elle se positionne encore en dernière position en ce qui a trait au niveau de vie (PIB par habitant et revenu disponible par habitant), c'est par le dynamisme de son marché du travail que Montréal se distingue. Le niveau de productivité, qui sera pourtant un des principaux moteurs de croissance économique au cours de la prochaine décennie, reste en berne. Avec 64 % de la population de 15 ans et plus à l'emploi, Montréal passe de la 9^e à la 6^e position pour le taux d'emploi.

Montréal demeure au dernier rang pour les trois indicateurs économiques ayant trait à la productivité et au revenu. Sans l'apport sur les résultats de sa forte activité aéroportuaire et son bon taux d'emploi, Montréal serait donc en dernière position pour l'activité économique.

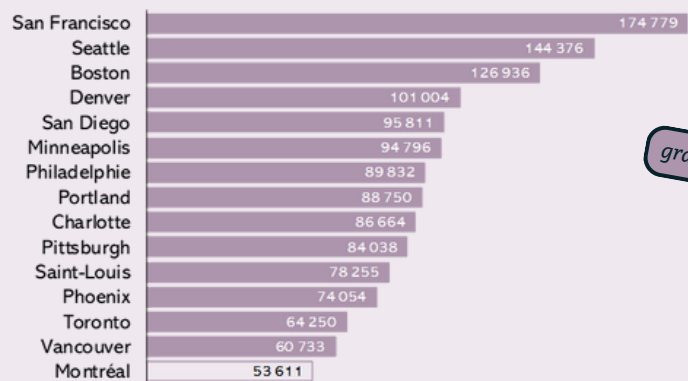
Produit intérieur brut par habitant

Le produit intérieur brut (PIB) mesure la production de biens et de services d'une région économique au cours d'une période donnée. C'est la mesure la plus utilisée pour déterminer la taille d'une économie. Le PIB est divisé par la population totale afin de permettre une comparaison entre pays, régions ou villes. Le PIB par habitant est parfois utilisé pour mesurer le niveau de vie matériel, mais il s'agit davantage d'une mesure de performance économique que de bien-être.



Montréal demeure à la dernière position, qu'elle occupait déjà en 2019. Le phénomène est canadien. Le niveau de vie des provinces et des villes canadiennes, à l'exception de l'Alberta, est significativement plus bas que celui des États et villes américaines. Toronto et Vancouver sont respectivement 13^e et 14^e dans la liste. On remarque peu de mouvement depuis 2019. San Francisco maintient sa place en haut du classement, et Phoenix reste la dernière ville américaine, juste devant Toronto.

PIB réel par habitant (2021)
Dollars canadiens de 2020



Sources : Conference Board du Canada, U.S. Bureau of Economic Analysis et calculs de l'IDQ.
Note : dollars canadiens de 2020, données annuelles de 2021.

Revenu disponible par habitant

Le revenu disponible provient du compte des ménages de la comptabilité nationale. Il tient compte de l'ensemble des revenus des ménages, y compris les transferts des gouvernements, ainsi que des impôts payés. Le revenu disponible, divisé par le nombre d'habitants, est ajusté au coût de la vie. Tout comme dans les éditions précédentes, un ajustement est également effectué pour tenir compte des frais médicaux moyens des villes américaines qui, au Canada, sont couverts par la fiscalité. Le revenu disponible par habitant correspond aux ressources financières des ménages pouvant être utilisées pour la consommation ou l'épargne. Cet indicateur se rapproche ainsi d'une forme de mesure du bien-être. On peut dire que les citoyens des régions métropolitaines dont le revenu disponible par habitant est plus élevé sont plus prospères ou plus à l'aise financièrement.



Même avec un indicateur plus ciblé du niveau de vie, Montréal et les métropoles canadiennes restent en queue de peloton. On observe peu de mouvement entre les villes pour cet indicateur entre la compilation de ce rapport, portant sur 2021, et celui de 2019, portant sur 2017. Une nette amélioration du niveau de revenus a été observée dans toutes les villes, tant et si bien que le classement est resté largement inchangé. Les villes canadiennes demeurent loin derrière les villes américaines, et Montréal reste en bas du classement.

Même si les données présentées ici comportent un ajustement pour les dépenses de santé, la comparaison entre des villes canadiennes et américaines doit être nuancée parce que les impôts payés par les Canadiens subventionnent des services qui, dans les villes américaines, sont à la charge des citoyens. Mais ce facteur ne suffit pas à expliquer l'entièreté de l'écart entre Montréal et les villes américaines, notamment parce que le revenu disponible comprend les transferts des gouvernements aux citoyens, nettement plus élevés au Canada et encore plus au Québec.

Productivité

La productivité du travail est évaluée en divisant le PIB par le nombre d'emplois dans chaque métropole. Elle correspond à la valeur moyenne des biens et services produits par chaque travailleur, et mesure ainsi l'efficacité de l'utilisation des moyens de production. Le niveau de productivité est le principal facteur qui assure le niveau de vie et qui explique les écarts entre les pays, ou dans ce cas-ci, entre les villes.



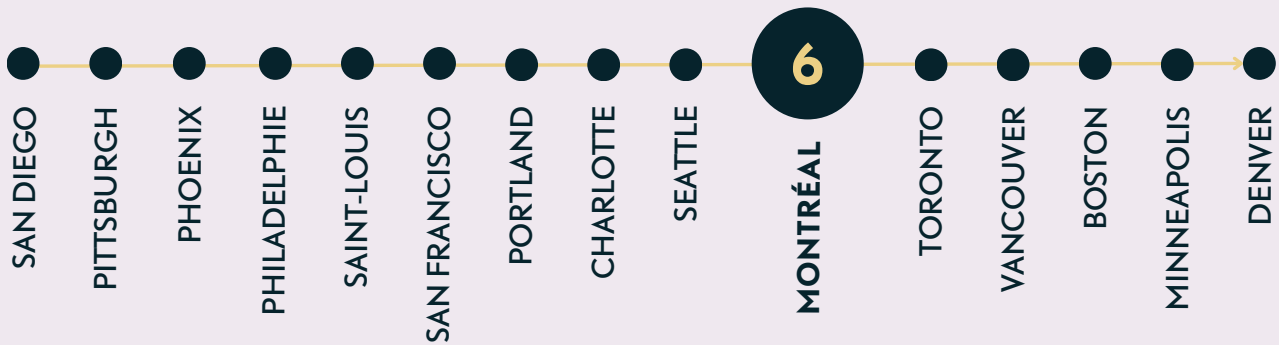
Sources : Conference Board du Canada, U.S. Bureau of Economic Analysis et calculs de l'IDO.
Note : dollars canadiens de 2020, données de 2021.

Montréal garde la dernière place qu'elle occupait en 2019. Sa productivité performe moins bien que celle de la ville la plus proche dans le classement (Vancouver) de 10 %. Toronto fait un peu mieux que les deux autres métropoles canadiennes, occupant la 11^e position, entre Charlotte et Saint-Louis.

Des données plus récentes (2022) portant sur le Canada indiquent en outre que le niveau de productivité stagne à Toronto et à Montréal, et qu'il est en légère baisse à Vancouver, ce qui ne laisse pas entrevoir de progrès à cet égard. Cet élément stratégique devrait donc être au cœur des préoccupations de ceux et celles qui se soucient du succès actuel et futur de la métropole du Québec.

Taux d'emploi

Le taux d'emploi permet de mesurer la proportion de la population en âge de travailler – 15 ans et plus au Canada ou 16 ans et plus aux États-Unis – qui occupe un emploi. Cette mesure ne repose pas sur la même base que des indicateurs comme le taux de chômage, qui ne portent que sur la population active, soit les personnes qui travaillent ou souhaitent travailler. En ce sens, le taux d'emploi constitue une mesure plus neutre de la capacité du marché du travail. Les données datent de 2021. En général, un taux d'emploi élevé est un indice de vitalité économique.

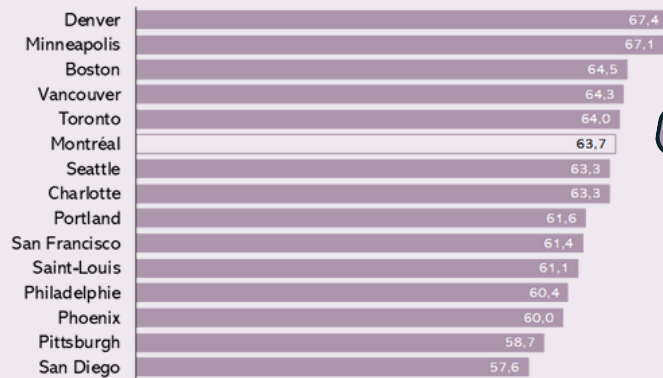


Sources : Conference Board du Canada, U.S. Bureau of Economic Analysis et calculs de l'IDQ.
Note : dollars canadiens de 2020, données de 2021.

Le taux d'emploi de Montréal a surpassé le niveau pré-pandémique en 2021. La demande de main-d'œuvre dépasse l'offre dans plusieurs secteurs, ce qui contribue à pousser le taux d'emploi à la hausse. Cette pression permet à Montréal de s'élever dans le classement et de gagner trois places entre 2017 et 2021, pour atteindre la 6e position. Les autres villes canadiennes s'en sortent bien également, faisant légèrement mieux avec un classement en 4e place pour Vancouver, et au 5e rang pour Toronto.

Il est à noter que les données de 2022 montrent que Montréal a devancé les deux autres villes canadiennes.

Taux d'emploi (2021)
En pourcentage



Source : Statistique Canada ; American Community Survey.

graphique
09

Fréquentation des aéroports

L'achalandage des aéroports correspond à la moyenne du nombre de passagers aux embarquements et débarquements des vols internationaux de l'aéroport principal de chaque région métropolitaine en 2022. Cette moyenne est par la suite divisée par la population. Les chiffres proviennent des données publiques des aéroports. Il est à noter que Saint-Louis est absente du classement, car les données n'étaient pas disponibles au moment de la rédaction de ce rapport.



Sources : Données publiques des aéroports des villes choisies, Statistique Canada (tableau) et American Community Survey (tableau).
 Note : moyenne des embarquements et débarquements de passagers de vols internationaux, données annuelles de 2022.

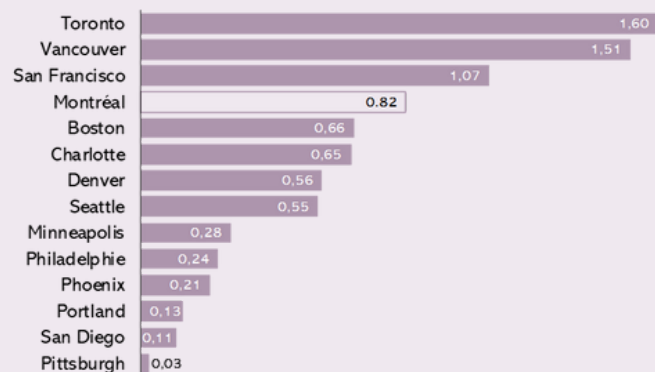
L'inclusion de cet indicateur exige des précisions. En soi, le nombre de sièges utilisés pour des vols internationaux dans une ville ne constitue pas une mesure stricte de son dynamisme économique. D'autres considérations entrent en jeu, comme sa situation géographique ou la place qu'elle occupe dans la stratégie des compagnies aériennes, notamment avec le système de hubs. Plusieurs villes américaines de la comparaison sont de plus petite envergure à l'échelle des États-Unis et ne constituent pas des points de départ pour les vols internationaux. Cela contribue à expliquer le classement avantageux des trois villes canadiennes, qui occupent trois des quatre premières places.

L'aéroport international Montréal-Trudeau revêt cependant, cet indicateur permet de tenir compte indirectement de facteurs de différenciation qui n'apparaissent pas dans les données macroéconomiques, comme le degré de rayonnement d'une ville et son niveau de connectivité, qui sont des facteurs essentiels pour son potentiel de croissance.

une importance cruciale dans la stratégie de rayonnement international de la métropole, autant pour accueillir de nombreux touristes que pour attirer des investissements directs internationaux. La fréquentation de son aéroport et son importance internationale demeurent des forces économiques pour Montréal, dont les acteurs économiques ont multiplié les efforts pour accroître les liaisons outre-frontières.

Fréquentation des aéroports (2021)

Nombre de sièges internationaux utilisés par habitant

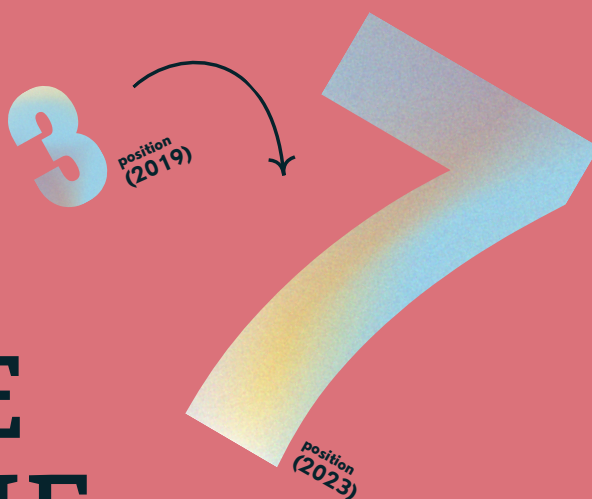


graphique
10

Note : Saint-Louis est absente du classement, car les données n'étaient pas disponibles au moment de la rédaction de ce rapport.



Évolution du classement de Montréal



04

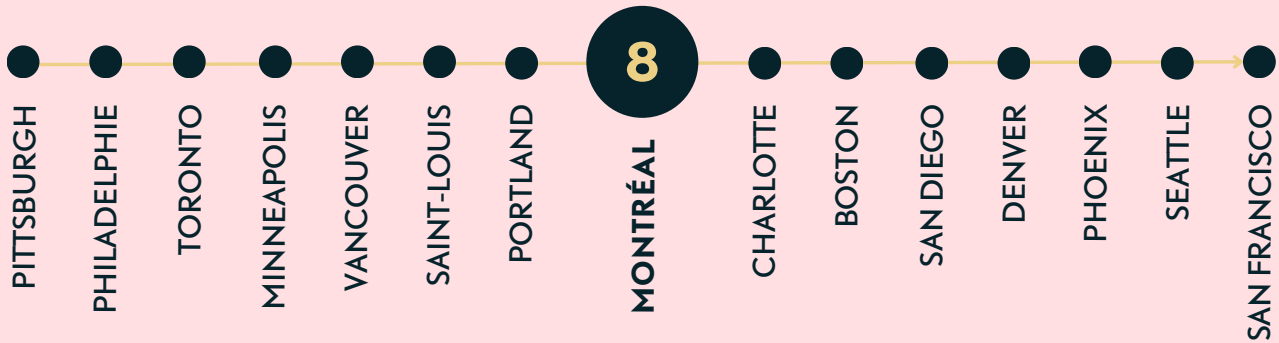
CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Sur le plan de la croissance économique, l'élan de Montréal s'est essoufflé depuis l'édition de 2019. À l'époque, la métropole avait progressé fortement d'une année à l'autre, assez pour se retrouver en 3^e position du classement. Cependant, dans cette édition, elle se retrouve en 7^e place. C'est encore la croissance du taux d'emploi, où elle se situe au second rang, qui lui permet de faire bonne figure. Comparée aux autres villes, Montréal est pénalisée par la faiblesse du marché de la construction au cours des dernières années, ce qui lui fait perdre des places au classement.

Le niveau de vie relatif des Montréalais s'est cependant amélioré, car la croissance du PIB par habitant se situe en milieu de peloton, au 8^e rang, en progrès par rapport au 10^e rang de 2019. En revanche, la réussite économique future de la métropole dépendra beaucoup de l'amélioration de la productivité des travailleurs.

Croissance du PIB réel par habitant

La croissance du PIB par habitant est une moyenne des taux de croissance des années 2018 à 2021, exprimés en dollars canadiens de 2020. La croissance du PIB par habitant mesure l'évolution de la richesse dans une région ou, exprimé autrement, la croissance du niveau de vie.



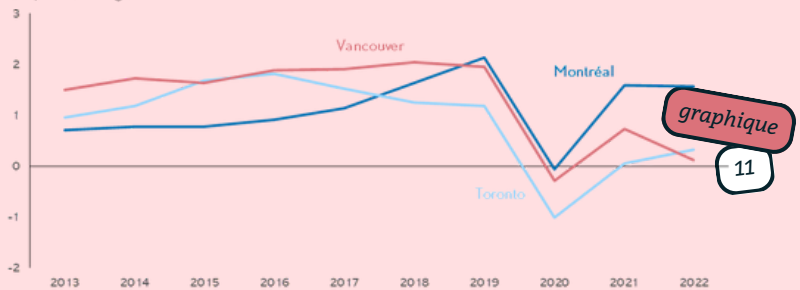
Sources : Conference Board du Canada, U.S. Bureau of Economic Analysis et calculs de l'IDQ.
Note : croissance annuelle en pourcentage, moyenne 2018-2021.

La période d'observation, de 2018 à 2021, a été marquée par le choc pandémique : après une année de croissance généralement forte en 2019, un recul a été provoqué en 2020 par les mesures sanitaires et les perturbations des chaînes d'approvisionnement, puis la reprise s'est manifestée en 2021. C'est ainsi que la moyenne de ces trois années, même si elle mesure en partie le dynamisme des villes, a également été influencée par les effets particuliers de la pandémie, qui varient selon les villes en fonction des mesures sanitaires qui y ont prévalu et de leur structure industrielle. Ces données peuvent donc également être vues comme une mesure de la résilience, où Montréal fait bonne figure, au 8e rang, alors qu'elle se situait en 10e place en 2019. Notons que,

pour ces raisons, certaines villes affichent des taux de croissance s'approchant de zéro ou même négatifs, comme Minneapolis, Toronto, Philadelphie et Pittsburgh.

Le graphique 11 montre l'impact évident que la pandémie a eu sur les taux de croissance dans les métropoles canadiennes. Montréal a non seulement le taux de croissance le moins touché, mais également celui qui rebondit le plus aisément après la pandémie (jusqu'en 2022).

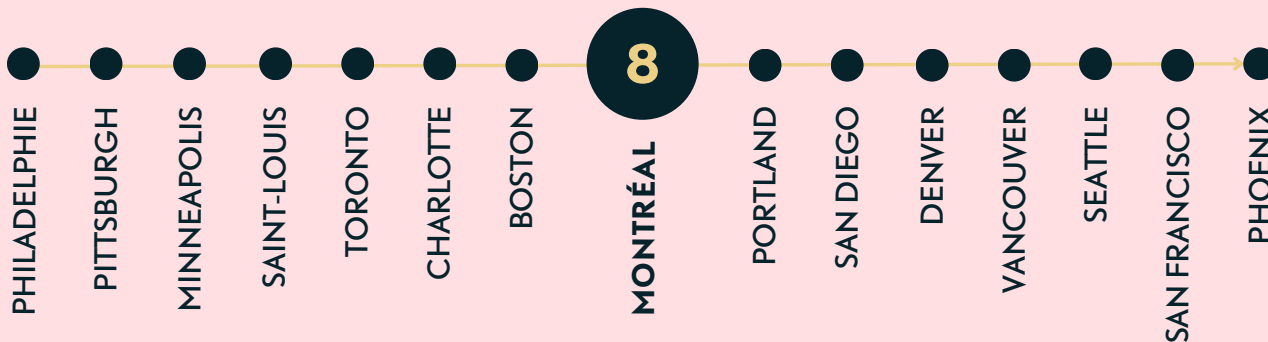
Croissance annuelle du PIB dans les métropoles canadiennes
En pourcentage



Sources : Conference Board du Canada et Bureau of Economic Analysis.

Croissance du revenu disponible

Le revenu disponible mesure le revenu des ménages en tenant compte des impôts et des transferts. Nous utilisons ici une moyenne des taux de croissance des trois dernières années, entre 2019 et 2021, ce qui permet de réduire l'influence des changements fiscaux qui pourraient faire diminuer ou augmenter ponctuellement le revenu disponible. Une croissance du revenu disponible indique une amélioration de la situation financière des ménages.



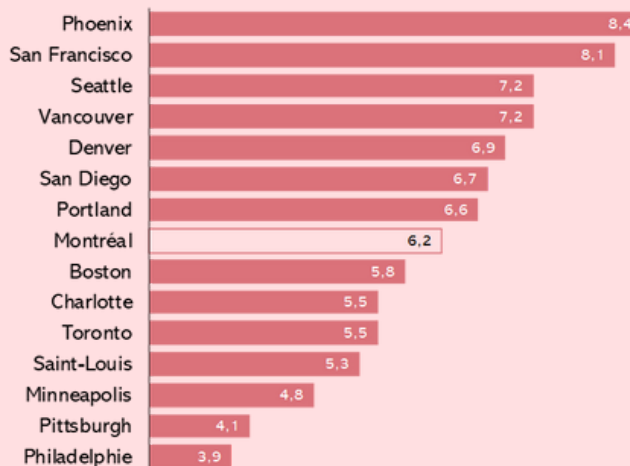
Source : Conference Board du Canada, U.S. Bureau of Economic Analysis et calculs de l'IDQ.
 Note : croissance annuelle en pourcentage, moyenne 2019-2021.

Montréal et les autres villes canadiennes se distinguent des villes américaines en raison de l'incidence du rôle de l'État sur le revenu disponible, à travers la fiscalité et les transferts aux personnes. Ces différences rendent les comparaisons plus difficiles entre le Canada et les États-Unis. Par exemple, la croissance du revenu disponible au Canada a été soutenue par l'importance des mesures de soutien des gouvernements pour contrer les effets de la pandémie et, ensuite, de l'inflation.

Mais une forte croissance du revenu disponible peut être associée à une amélioration des conditions de vie des ménages, ainsi qu'à un reflet d'une bonne performance économique. Montréal arrive au 8e rang dans ce classement, ce qui concorde avec son positionnement au sein des autres indices de croissance économique.

Croissance du revenu disponible sur 3 ans

Croissance de 2019 à 2021 annualisée, en pourcentage



graphique
12

Croissance de la productivité

La mesure utilisée dans ce tableau de bord est la croissance annuelle de la productivité, telle que définie plus haut (soit le PIB par emploi). Notre indicateur utilise le taux de croissance annuel moyen des années 2019 à 2021. La croissance de la productivité est certainement l'indicateur le plus utilisé pour mesurer le progrès économique, parce qu'il s'agit du facteur qui jouera le plus grand rôle dans l'accélération de la croissance et la réduction des écarts avec d'autres juridictions.

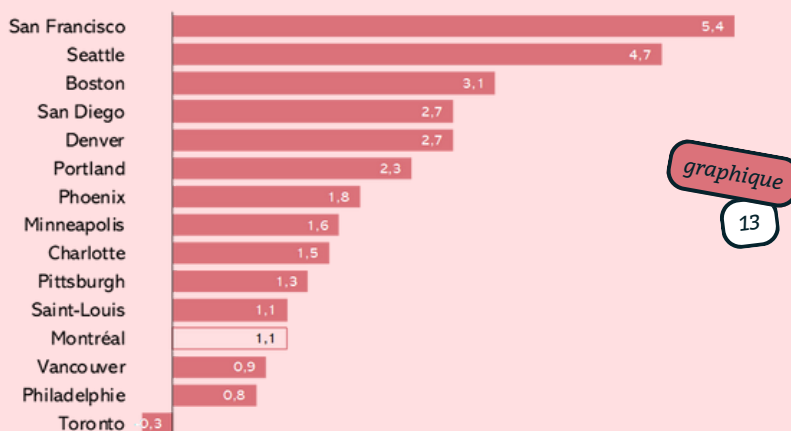


Sources : Conference Board du Canada, U.S. Bureau of Economic Analysis et calculs de l'IDQ.
Note : croissance annuelle en pourcentage, moyenne 2019-2021.

Montréal est la métropole canadienne dont la croissance de la productivité est la plus élevée. Cela permet de conclure qu'elle pourra réduire quelque peu l'écart de richesse avec d'autres métropoles canadiennes. Mais ce taux légèrement plus élevé ne signifie pas qu'elle quittera rapidement la queue de peloton dans le classement de la productivité des villes canadiennes, l'écart la séparant de Vancouver étant d'environ 10 %, et de plus de 20 % avec Toronto.

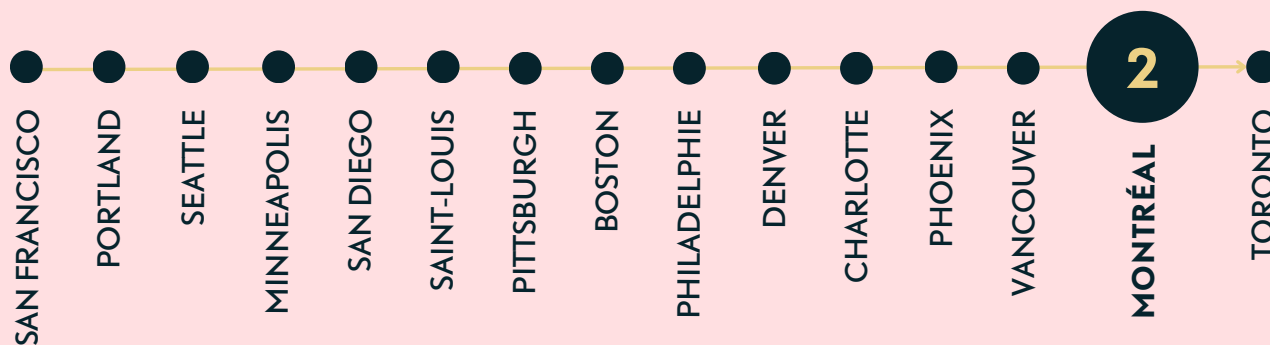
Le taux de croissance de la productivité de Montréal est nettement inférieur à celui d'autres métropoles comme San Francisco ou Seattle, ce qui la place au 11e rang. Cependant, la croissance de sa productivité étant plus rapide, elle pourrait éventuellement rattraper à l'avenir Vancouver et Toronto en matière de productivité. C'est là que réside le grand défi de Montréal.

Croissance de la productivité sur 3 ans
Taux de croissance annuel moyen de 2019 à 2021, en %



Variation du taux d'emploi

Le taux d'emploi correspond au nombre de personnes à l'emploi ou en recherche d'emploi (c.-à-d. au chômage) exprimé en pourcentage de la population âgée de 15 ans et plus. La variation du taux d'emploi permet de déterminer la capacité d'une économie à procurer des emplois à ses habitants. C'est une mesure du dynamisme économique et de la capacité d'intégration des citoyens au marché du travail. Une variation positive signifie que davantage de personnes aptes à occuper un emploi sont sur le marché du travail. Les données portent sur 2021.

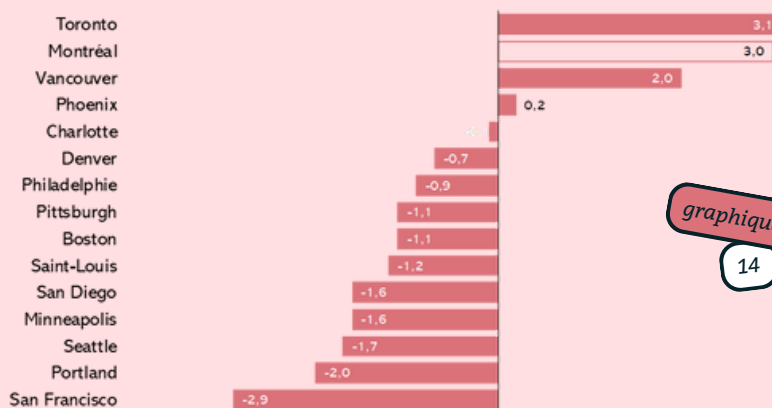


Sources : Statistique Canada, tableau 14-10-0294-02, American Community Survey, tableau S0501 et calculs de l'IDQ.
Note : variation en points de pourcentage, données annuelles de 2021.

Les métropoles canadiennes arrivent en tête dans ce classement, avec Toronto en première position, suivie de près par Montréal. Les données, qui datent de 2021, reflètent entre autres le recouvrement des emplois perdus pendant le début de la pandémie de COVID-19 en 2020. Toutes les villes américaines, sauf une, affichaient une baisse du taux d'emploi. La reprise postpandémique n'est cependant pas le seul élément expliquant la position de Montréal dans ce classement, car la métropole a dépassé son niveau d'emploi de 2019.

Variation du taux d'emploi (2021)

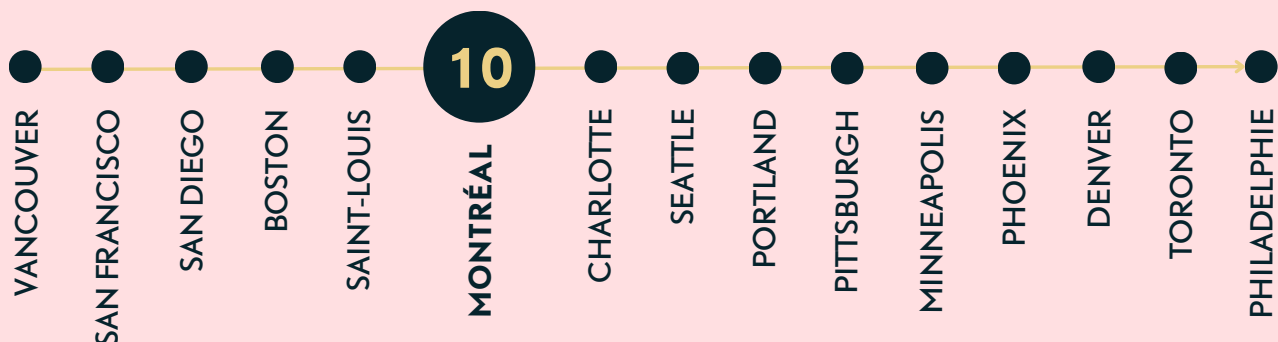
En points%



graphique
14

Croissance de la construction

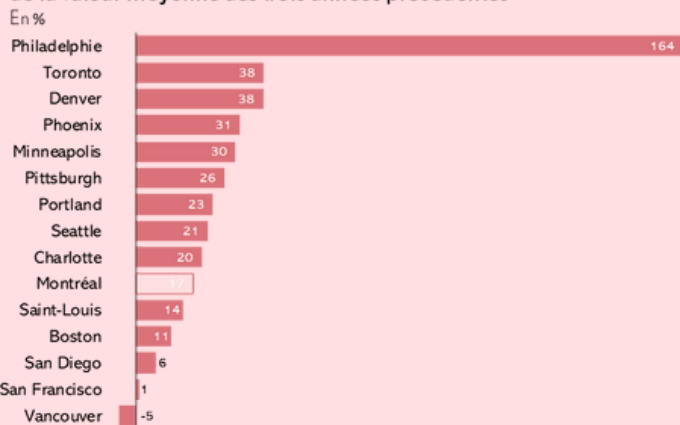
La construction est prise en compte dans le groupe d'indicateurs portant sur la croissance parce que le niveau d'activité de ce secteur est associé à la vitalité d'une économie. Cette activité est mesurée ici par la variation en pourcentage de la valeur des permis de construire dans le secteur résidentiel en 2021, comparativement à la moyenne de 2018 à 2020. La demande pour de nouveaux logements répond à des impératifs démographiques et dépendra de l'équilibre entre l'offre et la demande pour le logement. Elle reflète également le rythme de renouvellement et l'amélioration du parc immobilier. La vitalité de la construction est une mesure du degré de prospérité d'une ville, et le niveau d'activité dans ce secteur a une incidence mesurable sur la croissance.



Sources : Statistique Canada, tableau 34-10-0066-01, U.S. Census Bureau et calculs de l'IDQ.
 Note : croissance en pourcentage de la valeur des permis de construction entre 2021 et la moyenne 2018-2020.

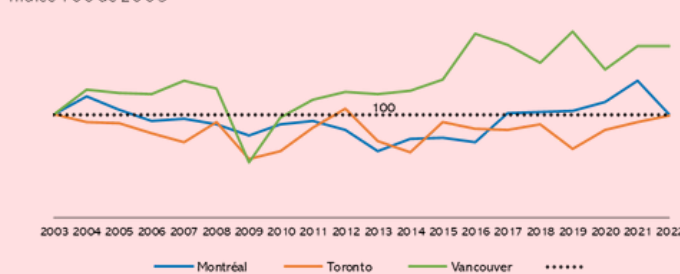
Malgré un taux de croissance de la valeur des permis de 17 % en 2021, par rapport à la moyenne des années 2018-2020, Montréal ne se retrouve qu'en 10e position du classement. Toronto arrive en 2e place, juste derrière Philadelphie qui connaît une croissance phénoménale. Vancouver, quant à elle, enregistre une croissance négative et arrive en dernière position. Montréal ne construit pas plus de logements qu'il y a 20 ans. Il faudra porter une attention particulière à cet indicateur, puisqu'il est également crucial dans le calcul de notre capacité d'accueil des travailleurs et étudiants étrangers.

Croissance de la valeur des permis de construction en 2021, en comparaison de la valeur moyenne des trois années précédentes



graphique 15

Évolution de la mise en chantier des nouveaux logements résidentiels



graphique 16

Source : Statistiques Canada, tableau 34-10-0066-01.



05

CAPITAL HUMAIN

Montréal se positionne aujourd'hui au 14^e rang des métropoles en ce qui a trait au capital humain. En 2019, elle détenait aussi l'avant-dernière place et la situation ne s'est pas globalement améliorée depuis.

Avec à peine plus que le tiers de la population détenant un diplôme universitaire, Montréal traîne de la patte par rapport aux métropoles américaines. Toronto et Vancouver, avec lesquelles elle est davantage en compétition pour attirer des talents, ont connu une croissance marquée en ce qui a trait aux diplômés universitaires depuis l'édition 2019.

Montréal compose également avec une forte proportion de personnes sans diplôme d'études secondaires, et ce, même en excluant les populations plus âgées. Comme la situation s'est davantage améliorée dans les autres métropoles, Montréal est passée de la 10^e à la 13^e place.

L'immigration nette est un facteur positif. Comme les autres villes canadiennes, Montréal accueille une forte proportion d'immigrants, ce qui lui permet de se classer en 3^e position. Leur intégration y demeure cependant un défi, comme le montre sa 15^e place. Cette donnée ne reflète toutefois pas les progrès réalisés depuis 2021, l'année sur laquelle porte la comparaison.

Évolution du classement
de Montréal

Position
(2019) = Position
(2023)

15

Proportion de la population des 25 à 64 ans détenant un baccalauréat ou plus

Cet indicateur représente le pourcentage de la population habituellement sur le marché du travail, les 25-64 ans, qui détiennent un diplôme universitaire (baccalauréat, maîtrise ou doctorat). Les données canadiennes proviennent du recensement de 2021.



Sources : Statistique Canada, Recensement 2021 et American Community Survey, tableau B23006.
Note : données annuelles de 2021.

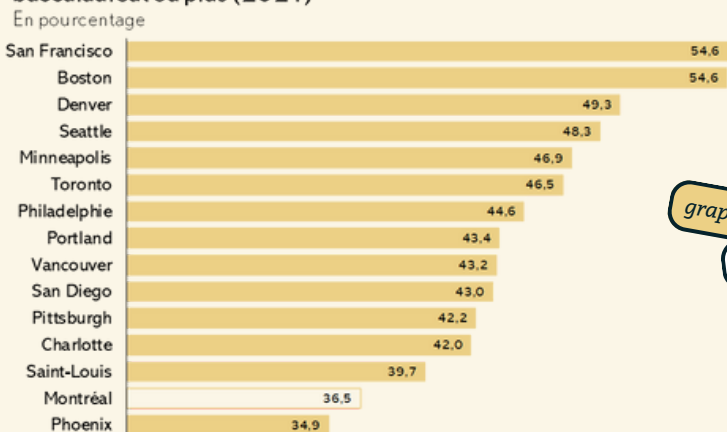
Tout comme dans l'édition 2019, Montréal se positionne à l'avant-dernière position des métropoles quant à la proportion des 25-64 ans détenant au moins un baccalauréat. Année après année, il s'agit d'un enjeu majeur pour la métropole, puisque le niveau de diplomation est fortement corrélé à la productivité et à la croissance économique. Il est faux de penser que le réseau collégial compense cette sous-diplomation universitaire, car Montréal compte une proportion similaire de diplômés collégiaux à Toronto ou à Vancouver, par exemple.

Si le classement a peu évolué depuis l'édition 2019, certaines villes américaines comme Denver se démarquent par une forte hausse du taux de diplomation. Cela pourrait s'expliquer en partie par le mouvement des diplômés universitaires hors des grandes villes côtières et vers de

grands centres urbains du centre des États-Unis. De plus, la croissance de la part des diplômés universitaires a augmenté plus rapidement à Toronto et Vancouver qu'à Montréal, indiquant une meilleure capacité à attirer de tels talents, notamment à travers une immigration plus importante.

Les retards de Montréal à cet égard sont le résultat d'écart tout au long des étapes du parcours scolaire, de la persévérance au secondaire et au collégial jusqu'aux inscriptions à l'université. La réduction des écarts très importants dans le bassin de diplômés – actuellement à 36,5 % à Montréal, contre 54,6 % à San Francisco et Boston, des villes de savoir auxquelles Montréal se compare souvent – doit donc être un objectif prioritaire.

Proportion des personnes de 25 à 64 ans qui détiennent un baccalauréat ou plus (2021)



graphique
17

Proportion des 25 à 64 ans sans diplôme d'études secondaires

Cette donnée mesure le pourcentage de la population habituellement sur le marché du travail, les 25-64 ans, sans diplôme d'études secondaires. Le classement de l'édition 2019 étudiait la population de 25 à 44 ans. Afin d'homogénéiser l'analyse avec celle sur la proportion de la population détenant un baccalauréat, mais également pour mieux prendre en compte l'évolution démographique du Québec, un ajustement a été effectué.



Sources : Statistique Canada, Recensement 2021 et American Community Survey, tableau B23006.
Note : données annuelles de 2021.

Bien que la part de la population montréalaise sans diplôme d'études secondaires ait légèrement diminué entre le recensement de 2016 et celui de 2021, passant de 11 % à 10 %, cette amélioration ne suffit pas pour rattraper les autres métropoles. Montréal arrive donc en 13e place dans le classement. Il faut également noter que ce taux est sous-estimé pour la métropole québécoise, car la durée des études secondaires y est plus courte d'au moins un an comparativement aux autres villes nord-américaines. Cela dit, les écarts entre les villes sont relativement faibles, beaucoup moins marqués que pour les taux de diplomation universitaire, et varient entre 4 % et 11 %.

Cette mesure permet d'appréhender autrement le niveau de diplomation et, par conséquent, de déterminer en partie les qualifications de la main-d'œuvre d'une ville. Peu importe sa structure industrielle, il est souhaitable que la population soit éduquée. Mais cela vaut davantage pour une économie du savoir comme celle du Grand Montréal. Le décrochage scolaire peut en effet entraîner plusieurs conséquences négatives, entre autres une diminution de la capacité de participer à l'économie, une plus faible participation à la vie civique, des problèmes de santé et un taux de criminalité plus élevé.

Il est intéressant de comparer la proportion des adultes avec un baccalauréat ou plus à celle des adultes sans diplôme d'études secondaires. Un bon classement au premier indicateur, mais un mauvais au second peut être un symptôme d'inégalités économiques et sociales importantes. Par exemple, San Francisco compte la plus grande proportion d'adultes avec un baccalauréat et plus, mais 9 % de sa population adulte n'a pas fini ses études secondaires. Cela peut être expliqué par l'important niveau d'attraction de la région pour les travailleurs hautement qualifiés, ce qui n'augmente pas le niveau d'éducation de ceux ayant grandi dans la région.

Immigration internationale nette

Le pourcentage d'immigration internationale nette est naturellement plus élevé dans les grandes villes où se concentre l'immigration. Ces données portent sur l'immigration reposant sur l'acquisition du statut de résident permanent et sur les mouvements temporaires ou informels. Un fort taux d'immigration peut améliorer la disponibilité, la variété, et, dans certaines conditions, la qualité du bassin de main-d'œuvre. Cependant, il ne s'agit pas nécessairement d'un facteur d'amélioration du niveau de vie.



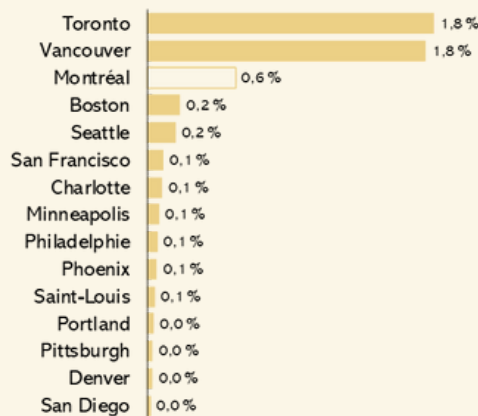
Sources : Conference Board du Canada, American Community Survey et calculs de l'IDQ.
 Note : différence entre l'arrivée et le départ d'immigrants internationaux en proportion de la population.

Les comparaisons entre les villes de l'échantillon mettent en relief l'existence de trois mondes distincts : le Canada anglais, le Québec, et les États-Unis. Le Canada mise sur une très forte immigration, la plus forte du monde occidental, pour compenser le ralentissement démographique, combler des besoins de main-d'œuvre et disposer de talents, mais aussi pour atteindre des objectifs qui ne sont pas strictement économiques, comme le désir d'augmenter la taille et le poids du pays par rapport à ses pairs ou de se définir comme une terre d'accueil. Ce faisant, la part de la nouvelle immigration est significativement plus élevée à Toronto et à Vancouver, respectivement à 1,84 % et 1,79 %, tandis que le Québec, qui a sa

propre politique, voit Montréal suivre loin derrière à 0,57 %, et que les taux américains sont considérablement plus bas, entre 0,02 % et 0,21 %, avec Boston, Seattle et San Francisco en tête, des villes axées sur la recherche.

En 2021, dernière année pour laquelle des données sont disponibles pour toutes les métropoles, les déplacements internationaux étaient limités par les restrictions sanitaires en place. Ainsi, l'immigration n'avait pas encore rattrapé son niveau pré-pandémique dans la majorité des métropoles.

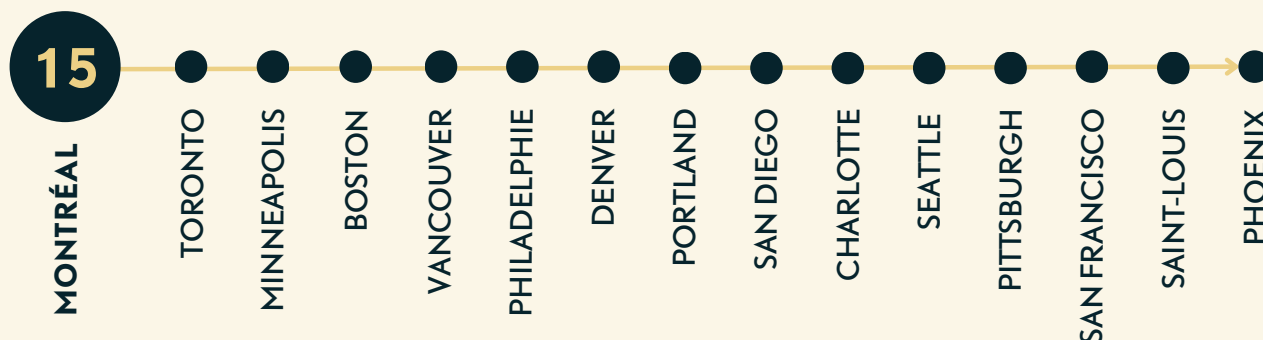
Immigration internationale nette (2021)



graphique
18

Intégration des immigrants au marché du travail

Pour cet indicateur, un indice supérieur à 1 signifie que le taux de chômage est plus élevé chez les immigrants que chez les natifs. Le terme immigrant n'inclut ici pas l'immigration temporaire. Plus le taux de chômage des immigrants est semblable à celui des natifs, plus on suppose que l'intégration au marché du travail des immigrants se fait rapidement, ce qui permet à la ville d'accueil de bénéficier davantage des impacts économiques positifs de l'immigration.



Sources : Statistique Canada, tableau 14-10-0082-01, American Community Survey, tableau S0501 et calculs de l'IDO.
Note : ratio entre le taux de chômage des immigrants et celui des natifs, données annuelles de 2021.

En 2021, Montréal se compare défavorablement et se place, tout comme dans l'édition 2019, en 15^e position. L'écart entre le taux de chômage des natifs et celui des immigrants est habituellement beaucoup plus élevé au Canada qu'aux États-Unis, ce qui s'explique en partie par le rôle d'un filet social plus généreux au Canada.

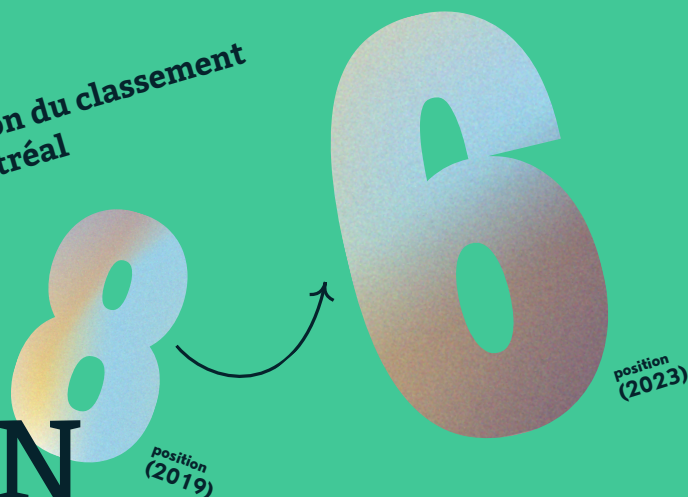
Cependant, ce classement masque le fait qu'au cours des dernières années, le taux de chômage des immigrants à Montréal, comme dans le reste du Québec, a diminué de façon significative, passant de 9 % en 2017 à 6 % en 2022. Cette meilleure intégration s'explique par le resserrement du marché du travail, mais également par le fait que les nouveaux immigrants sont plus qu'auparavant des personnes qui étaient déjà sur le territoire pour y étudier ou y travailler. Leur taux de chômage a ainsi diminué plus rapidement que celui du reste de la population, réduisant l'écart entre natifs et immigrants. Cependant, à Toronto et à Vancouver, le phénomène est plus marqué et les immigrants affichent maintenant un taux de chômage équivalent à celui des natifs.



Évolution du classement
de Montréal

06

INNOVATION



On considère que Montréal est une ville innovante : elle a des universités et des centres de recherche en abondance, elle compte des industries de pointe et elle occupe une place enviable dans l'écosystème émergent de l'intelligence artificielle.

Malgré ces atouts indéniables, Montréal n'est pas en tête de ce classement en matière d'innovation, parce que la compétition est féroce entre les métropoles pour se démarquer sur ce terrain, et certaines villes seront difficiles à rejoindre, comme Boston, San Francisco et Seattle. Les efforts publics et privés réalisés au cours des dernières années pour favoriser les entreprises innovantes à Montréal lui ont permis de ne pas se faire distancer par ses concurrentes, mais pas de monter au classement.

En matière d'innovation, Montréal se démarque pour les indicateurs liés au capital humain, soit la disponibilité de sa main-d'œuvre dans les secteurs d'avenir et le nombre de diplômés dans les domaines scientifiques et technologiques (STGM). Pour ces deux indicateurs, la métropole réussit à se classer à la 6^e et 5^e place, et donc dans la première moitié du peloton. En revanche, pour les indicateurs de nature financière, soit le nombre d'ententes en capital de risque et la disponibilité du capital de risque, Montréal se situe plutôt légèrement sous la moyenne, aux 9^e et 7^e rangs.

Main-d'œuvre dans les secteurs d'avenir

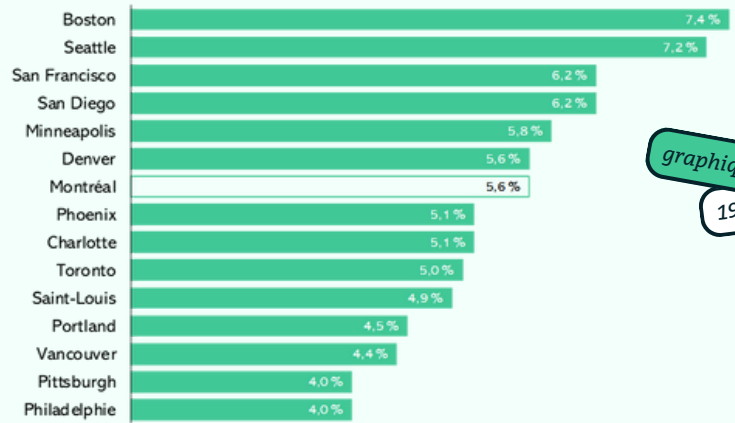
Cet indicateur porte sur la proportion de la main-d'œuvre qui travaille dans les domaines suivants : produits chimiques, production d'équipements de télécommunications, production de composants électroniques ou de composants magnétiques, secteur aérospatial, équipements médicaux, produits pharmaceutiques ou cosmétiques, conception de logiciels, télécommunications, conception de systèmes informatiques, laboratoires médicaux et recherche scientifique. Les données sont par province au Canada et par États aux États-Unis, mais elles peuvent néanmoins refléter la performance relative des métropoles puisque c'est dans celles-ci que se concentrent de tels emplois. Plus le taux des emplois dans des secteurs d'avenir est élevé, plus on suppose que la capacité d'innover d'une ville est grande.



Sources : Statistique Canada, tableau 98-10-0531-01, Bureau of Labor Statistics et calculs de l'IDO.
 Note : proportion des employés œuvrant dans les secteurs d'avenir, données annuelles de 2020 pour les États-Unis, et de 2022 pour le Canada.

Montréal fait bonne figure dans ce domaine, entre autres grâce aux secteurs de l'aérospatial et de la conception de systèmes informatiques et de logiciels. La présence de plusieurs industries innovantes et à haute valeur ajoutée, qui emploient beaucoup de Montréalais, permet de créer un environnement innovant. D'ailleurs, comme l'illustre le graphique 19, Montréal se compare assez avantageusement à des villes comme Pittsburgh ou Minneapolis, reconnues pour leur capacité d'innover.

Main d'oeuvre dans les secteurs d'avenir (2022)
 En pourcentage des travailleurs



graphique
19

Investissements en innovation

Le capital de risque est lié à des investissements comportant une plus grande part d'incertitude, souvent associés à des possibilités d'innovation. Plus ce nombre d'ententes est élevé, plus le nombre d'innovations financables est grand. Pour cette année, nous avons utilisé une nouvelle source de données, soit la société Pitchbook. Nous avons procédé à l'ajustement des années antérieures.



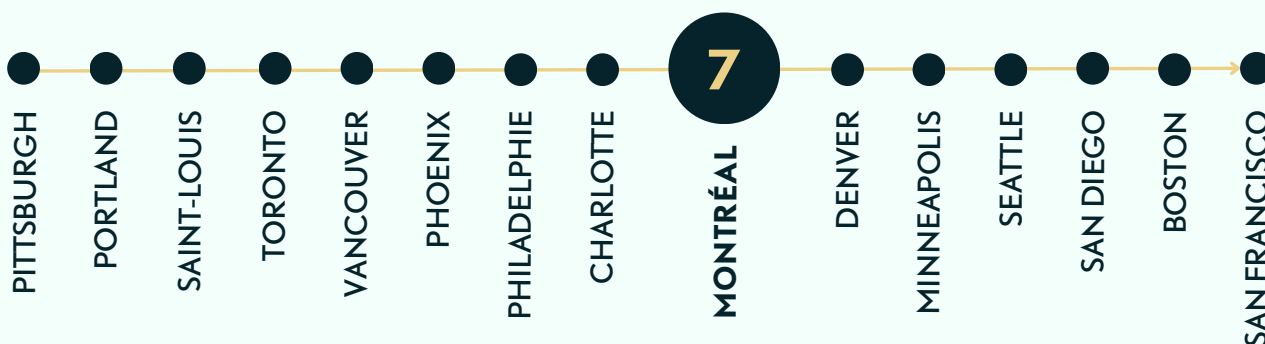
Source : Pitchbook via Réseau Capital.

Note : nombre moyen d'ententes signées en matière de capital de risque entre 2020 et 2022.

San Francisco se situe dans une classe à part pour cette donnée et continue d'occuper la position de tête. Au cours des dernières décennies, la Silicon Valley a toujours été la « capitale » nord-américaine des entreprises en démarrage et en haute technologie. Montréal fait tout de même assez bonne figure en se positionnant dans le milieu du classement au chapitre du nombre de projets répertoriés.

Disponibilité du capital de risque

Liée au nombre d'ententes signées en matière de capital de risque, cette mesure permet de comprendre l'ampleur des projets concernés. Au-delà du nombre d'ententes signées, l'envergure de celles-ci est une mesure de la qualité perçue de l'innovation et de sa capacité à générer de la valeur. Pour cette année, nous avons utilisé une nouvelle source de données, soit la société Pitchbook. Nous avons procédé à l'ajustement des années antérieures.



Source : Pitchbook via Réseau Capital.

Note : valeur moyenne en capitaux propres investis dans les ententes en matière de capital de risque entre 2020 et 2022.

Il est nécessaire de rappeler que dans la première édition de Comparer Montréal, Montréal se situait dans le bas du classement pour cette mesure. Selon la base de données Pitchbook, elle se classait au 12e rang en 2015. À partir de 2016, elle a amorcé une remontée qui la place maintenant au 6e au 8e rang selon les années. Montréal dispose ainsi d'une quantité appréciable de capital de risque disponible pour les investissements en innovation, qui a augmenté de façon constante au fil des ans.

Sur l'ensemble de la période observée, la valeur moyenne des investissements dans des ententes à Montréal est supérieure à ce qui se négocie à Toronto ou à Vancouver.

Diplômés en STGM

Un diplômé en STGM est un diplômé en sciences, technologies, génie ou mathématiques. Cet indicateur mesure indirectement le potentiel d'innovation parce que ces professions sont essentielles en recherche et développement et qu'un bassin de tels diplômés favorisera le développement et l'attraction d'entreprises et d'institutions liées à l'innovation.



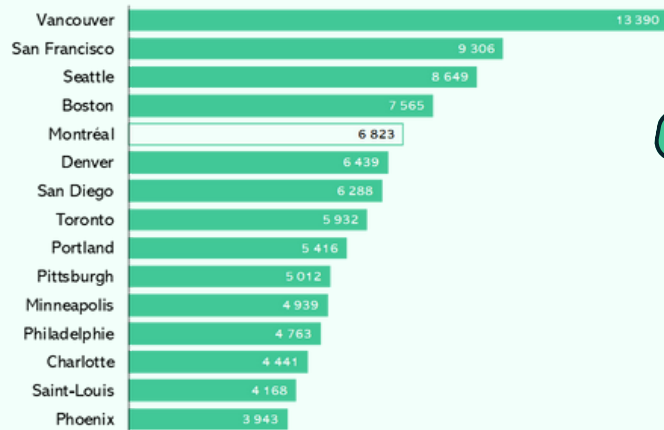
Sources : Statistique Canada, Recensement 2021, American Community Survey, tableau B15012 et calculs de l'IDQ.
 Note : diplômés en STGM par 100 000 habitants, données annuelles de 2021.

Malgré ses difficultés en diplomation, Montréal se trouve dans le peloton de tête du classement global (5e position) pour le nombre de diplômés en STGM. S'il y a moins de diplômés à Montréal pour l'ensemble des disciplines, ils sont toutefois plus nombreux dans les disciplines le plus souvent associées à l'innovation technologique. Ces résultats permettent à la métropole québécoise d'être plus attractive auprès des entreprises qui ont besoin de ressources humaines dans les secteurs technologiques et des sciences.

Pour cet indicateur, Montréal fait bonne figure et devance Toronto pour l'ensemble de la décennie 2011-2021. Il faut noter la situation exceptionnelle de Vancouver, qui se démarque au 1er rang.

Nombre de diplômés en sciences, technologies, génie ou mathématiques (2021)

Nombre de diplômés par 100 000 habitants



graphique
20



07

Évolution du classement
de Montréal

QUALITÉ DE VIE

2^{position (2019)} 1^{ER position (2023)}

Dans toutes les éditions de Comparer Montréal, la région montréalaise s'est distinguée pour les indicateurs de la qualité de vie et s'est toujours positionnée au 1er ou au 2e rang du classement. La présente édition ne fait pas exception. Montréal occupe le 1er rang, devant Vancouver.

La qualité de vie est un facteur très important pour renforcer la fonction de locomotive d'une métropole, en améliorant l'attractivité qui lui permettra d'attirer les entreprises et les talents qui assureront sa croissance.

Ce succès de Montréal en ce qui a trait à la qualité de vie tient à une pluralité de facteurs, puisqu'elle compte parmi les meilleures villes pour la quasi-totalité des neuf indicateurs retenus. Elle se classe au 1er rang pour la répartition des revenus, le taux de pauvreté, la sécurité et le coût du logement, au 2e rang pour l'espérance de vie, et au 6e rang pour le poids de sa classe créative. La congestion routière s'avère le seul élément pour lequel la performance de Montréal laisse à désirer, ce qui ne sera pas une surprise pour les habitants de la métropole.

Il est important de noter que ces résultats reflètent le contexte pancanadien, c'est-à-dire les conséquences positives, en matière de qualité de vie, de politiques publiques et de développement d'un filet de sécurité sociale commun à toutes les provinces, ce qui les distingue des États-Unis. C'est ainsi que les trois villes canadiennes du groupe de comparaison sont en tête de peloton pour la plupart des indicateurs et se retrouvent dans les cinq premiers rangs.

Taux de pauvreté

Dans les éditions précédentes, nous avons évalué le taux de pauvreté en utilisant la mesure du faible revenu (MFR), une donnée relative qui évalue la situation financière d'un ménage en comparaison avec le revenu médian. Dans cette édition, nous avons plutôt utilisé la mesure du panier de consommation (MPC) qui évalue le revenu nécessaire pour combler des besoins essentiels. Le taux de pauvreté selon le MPC est plus bas que le taux de faible revenu, mais il permet une comparaison plus fidèle avec les villes américaines parce que le taux de pauvreté aux États-Unis est calculé en fonction des besoins essentiels.



Sources : Statistique Canada, tableau 11-10-0135-01 et American Consumer Survey, tableau B17001.
Note : taux de pauvreté, données annuelles de 2021.

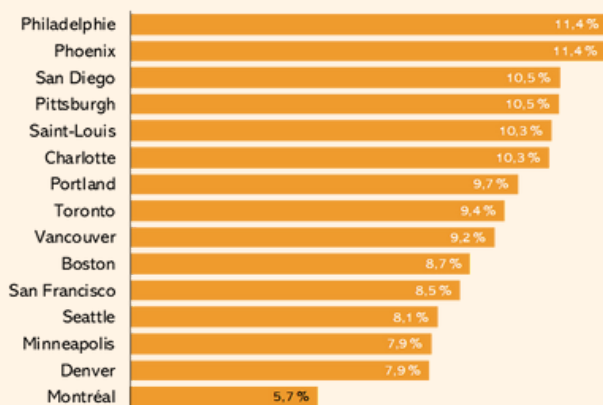
Le taux de pauvreté est une mesure de justice sociale plutôt que de prospérité économique. Les trois villes canadiennes, qui sont en bas de classement pour l'activité économique, se retrouvent ici en meilleure position en raison de leur faible taux de pauvreté. En outre, au sein des villes américaines, le lien entre le niveau de richesse et le taux de pauvreté n'est pas évident. Cela tient au fait que, pour les ménages au bas de l'échelle, une partie des revenus dépendra davantage des mesures fiscales et des transferts que des revenus de marché. C'est pour cette raison que les villes canadiennes figurent en tête de classement et que Montréal se situe au 1er rang, en raison des politiques de redistribution plus actives du Québec.

Cependant, un taux de pauvreté élevé est une cause de fracture sociale dont les effets se manifestent dans d'autres secteurs, comme l'espérance de vie, très corrélée aux revenus, ou

le degré de sécurité. Plus encourageant encore, la part des personnes vivant sous le seuil de pauvreté a diminué dans le Grand Montréal depuis 2015, comme l'illustre le graphique 22.

Le succès de Montréal dans cette comparaison nord-américaine ne doit pas mener à se satisfaire des résultats obtenus et faire oublier que la métropole a toujours d'importants défis à relever pour mieux s'attaquer aux poches de pauvreté toujours présentes, dont la plus visible se traduit par l'itinérance particulièrement présente au centre-ville.

Taux de personnes vivant sous le seuil de pauvreté (2021)
Mesure du panier de consommation



graphique
21

Part des personnes vivant sous le seuil de pauvreté à Montréal



graphique
22

Inégalités des revenus

L'indicateur choisi pour mesurer le niveau des inégalités est le ratio entre le revenu des 5 % les plus riches et celui des 20 % les plus pauvres. Il porte sur le revenu après impôts et transferts, ce qui inclut donc les mécanismes de redistribution. Plus le ratio est bas, meilleure est la répartition des revenus. Une plus grande redistribution de la richesse assure une meilleure qualité de vie à une plus grande proportion de la population.



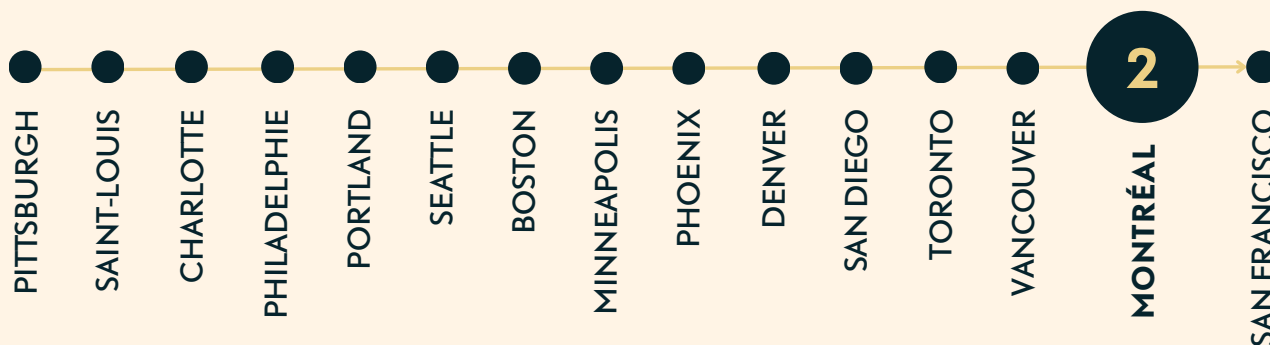
Sources : Statistique Canada, tableaux 11-10-0056-01, American Consumer Survey, tableau B19080 et calculs de l'IDQ.
Note : ratio entre les 20e et 95e percentiles de revenu après impôts et transferts, données annuelles de 2021.

Montréal est la ville où les écarts entre revenus élevés et revenus faibles sont les plus bas. Cette répartition plus égalitaire des revenus est un phénomène canadien : Toronto et Vancouver sont aussi dans le haut du classement, quoique les politiques de redistribution fiscales québécoises soient plus poussées. Ces résultats tiennent en partie aux mécanismes de distribution, mais ils s'expliquent aussi par la prospérité plus grande des villes américaines, un facteur bien décrit au début de ce rapport dans la partie portant sur l'activité économique, qui fait en sorte que les revenus au haut de l'échelle sont plus élevés.

Dans notre contexte, cet indicateur de justice sociale est utile pour décrire la qualité de vie des Montréalais, puisqu'il montre qu'une proportion plus grande de ceux-ci a accès à des revenus suffisants. Une plus grande égalité des revenus réduit également le sentiment d'exclusion. Mais cela ne constitue pas nécessairement un facteur d'attraction pour des entreprises ou des talents de l'extérieur, sinon de façon indirecte en raison de la paix sociale qu'il peut favoriser. Il faut aussi rappeler que si une meilleure redistribution de la richesse est un objectif largement consensuel au Québec, il est valide pour autant que les mesures à ce chapitre n'entravent pas le potentiel de croissance. En effet, les bienfaits de la redistribution de la richesse ne sont possibles que si la société est en mesure de créer cette richesse.

Espérance de vie

Cet indicateur porte sur l'espérance de vie à la naissance, en nombre d'années. L'espérance de vie résulte de plusieurs déterminants : la qualité et l'accessibilité des soins de santé, les habitudes de vie, les politiques de prévention et de promotion de la santé et l'incidence de la pauvreté. Une espérance de vie élevée peut constituer un élément important de la qualité de vie. Il s'agit également d'un indicateur puissant de l'efficacité du système de santé et des politiques sociales.



Sources : Statistique Canada, tableau 13-10-0114-01 et County Health Rankings, disponible [ici](#).
Note : moyennes provinciales 2019-2021 pour les villes canadiennes et données annuelles de 2021 pour les villes américaines.

San Francisco affiche l'espérance de vie la plus élevée, suivie de très près par Montréal, au 2e rang, puis de Toronto. Vancouver figure en 5e position. Au sein de l'échantillon américain, les écarts sont très importants. L'espérance de vie à Pittsburgh, à 77,2 ans, compte 5,4 années de moins que celle de San Francisco. Ces données mettent en relief l'échec du modèle de santé américain, qui se caractérise par de grandes inégalités d'accès ainsi que par les effets indirects des divisions ethniques dans ce pays.

Cependant, si cet indicateur est utile comme outil d'analyse socio-économique des deux pays et de leurs grandes villes, il ne constitue pas un facteur d'attraction significatif, sauf comme une mesure indirecte de stabilité sociale. En effet, les clientèles américaines que Montréal pourrait cibler, plus fortunées et plus éduquées, sont bien servies par le système de santé de leur pays.

Coûts du logement

Un faible niveau des dépenses pour le logement par rapport aux revenus est une bonne mesure du coût de la vie dans une ville.

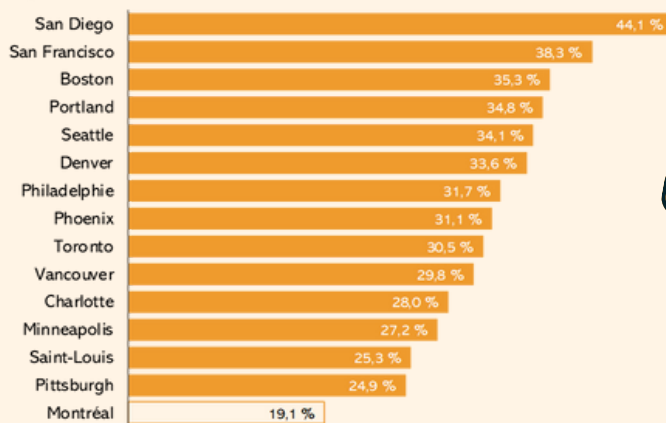


Sources : Statistique Canada, Recensement 2021 et American Consumer Survey, tableau B25106.
 Note : pourcentage des ménages consacrant plus de 30 % de leurs revenus au logement, données annuelles de 2021.

Montréal est la championne des loyers accessibles et de l'immobilier abordable. La source de cette accessibilité est double : une faible croissance économique pendant de nombreuses années, qui a réduit les pressions sur les prix dans l'immobilier et sur les loyers, et un contrôle des loyers assez rigide au Québec. Rappelons que les données datent de 2021. Un resserrement du marché a été observé depuis à Montréal, ce qui pourrait affecter les résultats, quoique le phénomène ait pu se produire dans plusieurs autres villes.

En matière d'attractivité, cet avantage s'avère une arme à double tranchant. Il est certainement utile pour attirer des étudiants et potentiellement pour l'attraction des travailleurs étrangers – quoique des loyers plus faibles s'accompagnent généralement de revenus plus faibles –, et s'avère intéressant pour des entreprises qui y verront un indicateur d'accès à un personnel moins coûteux. Cependant, le niveau des prix dans l'immobilier étant un indicateur de prospérité, le coût du logement plus faible à Montréal est également un reflet de sa richesse moindre.

Proportion des ménages consacrant plus de 30 % de leurs revenus au logement (2021)



graphique
23

Taux d'homicides

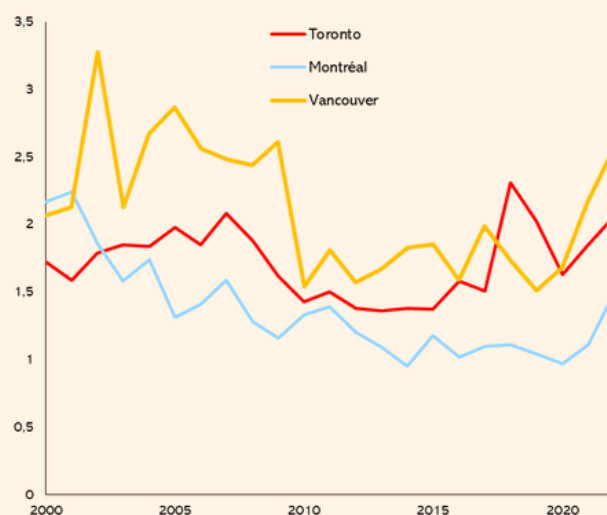
Le taux d'homicides est d'abord une mesure de la criminalité, mais également du niveau de sécurité d'une ville. C'est aussi un indicateur de stabilité sociale souvent lié à la pauvreté et aux inégalités. Pour ces raisons, la criminalité et le taux d'homicides sont des éléments importants de ce qui est défini comme la qualité de vie.



Sources : Statistique Canada, tableau 35-10-0071-01 et americaviolence.org.
Note : nombre d'homicides par tranche de 100 000 habitants, données annuelles de 2021.

Montréal est la plus sécuritaire des métropoles comparées. Ces résultats sont similaires à ceux des éditions précédentes. Encore une fois, on observe une grande similitude entre les villes canadiennes et un très grand écart avec les villes américaines. Le taux d'homicides, qui est de 1,1 pour 100 000 à Montréal, dépasse 10 pour 100 000 dans la plupart des villes américaines, avec un sommet de 66,2 à Saint-Louis. Ce degré de sécurité, mesuré par le taux d'homicides, constitue un avantage comparatif significatif de Montréal dans des décisions de localisation des entreprises, de lieu de travail ou d'études.

Taux d'homicide
Par 100 000 habitants

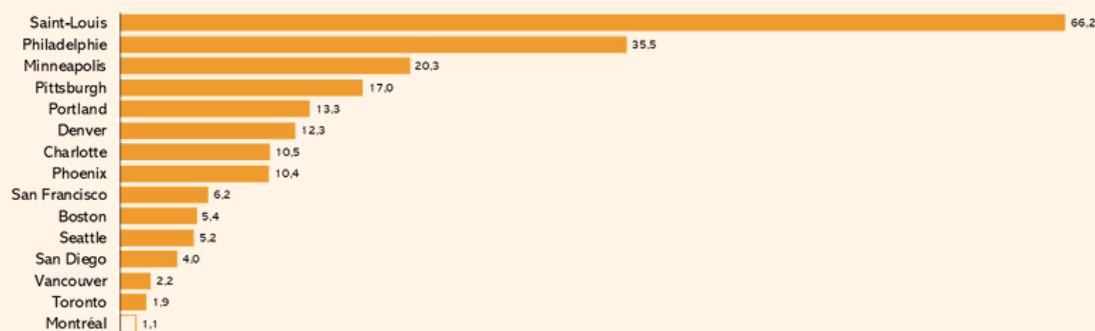


graphique

24

Taux d'homicides (2021)

Par 100 000 habitants



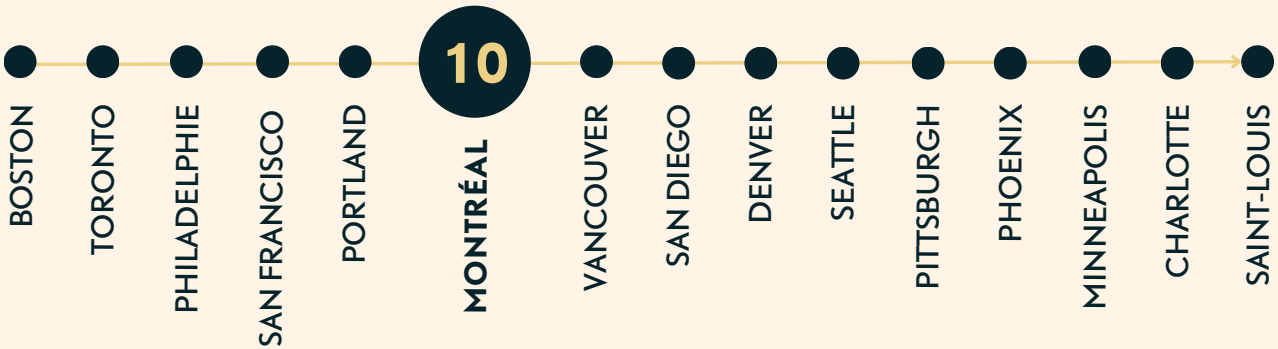
graphique

25

Source : Statistique Canada ; americaviolence.org

Heures perdues dans la congestion

Les embouteillages et le temps de déplacement sont des ingrédients évidents de la qualité de vie, à la fois pour les résidents, les touristes et les personnes en voyage d'affaires, et peuvent influencer des décisions d'investissement.

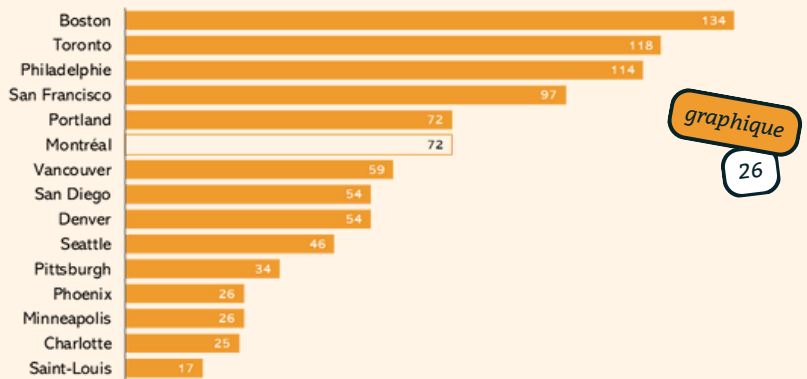


Source : Inrix, par le biais de Global Traffic Scorecard, disponible [ici](#).
 Note : nombre d'heures perdues dans la congestion routière par année et par conducteur, données annuelles de 2022.

De façon générale, on observe une importante baisse du nombre d'heures perdues dans la circulation pour plusieurs villes, qui peut s'expliquer par le travail à domicile. La performance de Montréal s'améliore, alors qu'elle est passée du 12e au 10e rang dans le classement et que les heures perdues ont baissé de 142 en 2019 à 72 en 2022. Elle reste néanmoins l'une des villes où la congestion routière est forte. Cette caractéristique n'est pas directement liée à un plus faible développement du transport en commun, puisque des cinq villes où la congestion

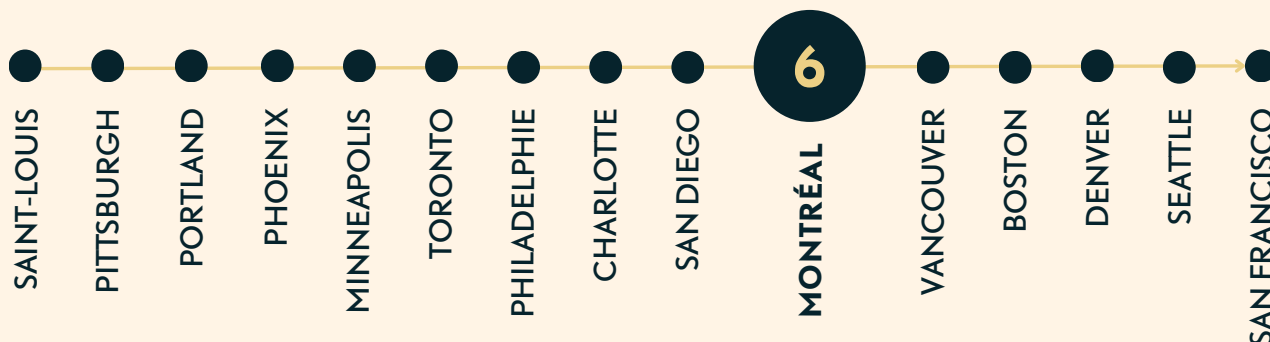
est la plus élevée, quatre font aussi partie des cinq villes où le transport en commun est le plus développé. D'autres facteurs sont en jeu, notamment l'organisation du territoire, la structure du réseau routier et les politiques de gestion des voies de circulation et des chantiers sur rue. Des progrès sur ce dernier élément pourraient permettre à Montréal d'améliorer sa performance.

Nombre d'heures perdues dans la congestion routière par année et par conducteur (2022)
 Données annuelles



Personnes occupant un emploi en arts, culture et communications

Cet indicateur mesure le pourcentage de travailleurs qui occupent un emploi dans un domaine lié aux arts, à la culture et à l'information ou à la communication dans la région métropolitaine (codes SCIAN 51 et 71).



Sources : Statistique Canada, tableau 14-10-0384-01, U.S. Census Bureau et calculs de l'IDO.

Note : pourcentage des travailleurs, moyenne mensuelle de 2022 pour les villes canadiennes et données annuelles de 2020 pour les villes américaines.

Cet indicateur reflète une approche développée par Richard Florida et poursuivie par plusieurs recherches, qui repose sur le rôle d'une classe créative dans le développement des grandes villes. La présence d'un nombre important de travailleurs associés à cette classe créative (dans les arts, les communications, etc.) a un effet boule de neige sur l'innovation et le développement économique. Ces attributs d'une ville créative ont des effets positifs sur la population locale et sa qualité de vie (activités culturelles, mode de vie, diversité, etc.), et sur son attractivité pour les talents et les entreprises. Montréal soutient très bien la comparaison dans ce domaine et fait partie du groupe des villes qui peuvent être qualifiées de créatives, même si elle a perdu quelques plumes à cet égard (deux places en moins) depuis 2019.



09

ENVIRONNEMENT

position
(2023)

À notre époque, le souci de l'environnement est devenu incontournable dans les politiques publiques des administrations gouvernementales ainsi que dans les décisions quotidiennes des citoyens. Lors de la dernière édition de Comparer Montréal, en 2019, même si certains indicateurs avaient un lien avec l'environnement, cette thématique n'occupait pas une place à part entière dans les analyses effectuées. En 2023, cela n'est plus possible. Le bien-être de la population est lié à sa richesse et au cadre sociétal harmonieux dans lequel elle vit, mais aussi à la qualité de son environnement. De plus en plus, l'attractivité d'une ville pour les travailleurs et les investisseurs reposera sur ces facteurs et le succès économique sera lié à la capacité d'une société de prendre en compte ces enjeux, particulièrement celui de la décarbonation.

Montréal tire son épingle du jeu en matière environnementale lorsqu'on la compare à ses concurrentes nord-américaines. La métropole québécoise bénéficie d'un cadre boisé qui la place parmi les premières tout en offrant un accès à des moyens de locomotion qui sont les moins néfastes pour l'environnement. Ainsi, en partie pour ces raisons, la qualité de l'air est l'une des meilleures parmi les villes comparables. Ce faisant, la moyenne des indicateurs en environnement, présentés dans les pages suivantes.

Qualité de l'air

La qualité de l'air que l'on respire peut avoir des répercussions visibles et directes sur la vie quotidienne, et des effets indirects moins visibles sur la santé. Elle sert également d'indicateur pour l'enjeu plus global de la protection l'environnement.



Sources : IQ Air, disponible [ici](#).

Note : nombre de particules fines inférieures à 2,5 microns par mètre cube, moyennes annuelles de 2022.

En 2019, Montréal se situait au 3^e rang, se classant dans les villes où la qualité de l'air était la meilleure. À ce chapitre, les villes canadiennes se partageaient encore une fois le palmarès, avec Vancouver en 1^{re} place et Toronto en 4^e position, tandis que Portland se glissait au 2^e rang. Le portrait s'est transformé en 2022. En effet, trois villes américaines se retrouvent sur le podium : Denver, Phoenix et Boston, avec un taux de particules significativement inférieur à ceux de Vancouver, en 4^e place, et de Montréal, en 5^e position. Ces résultats indiquent qu'au chapitre de la qualité de l'air, d'importants progrès peuvent être réalisés dans une période relativement courte. Les récents ravages des feux de forêt au Canada nous rappellent également que ces données sont volatiles et le seront de plus en plus. La métropole québécoise doit donc poursuivre ses efforts pour améliorer son bilan.

Modes de transport alternatifs à l'automobile

Cet indicateur mesure la proportion de la population employée qui utilise d'autres modes de transport que l'automobile, le camion ou la fourgonnette pour se rendre au travail, que ce soient les transports en commun ou d'autres formes de transport durable. Les données portent sur 2021. Le développement des modes de transport alternatifs permet une réduction du recours à l'automobile et contribue à la qualité de vie en réduisant la pollution atmosphérique et la congestion, et en facilitant la mobilité des personnes.

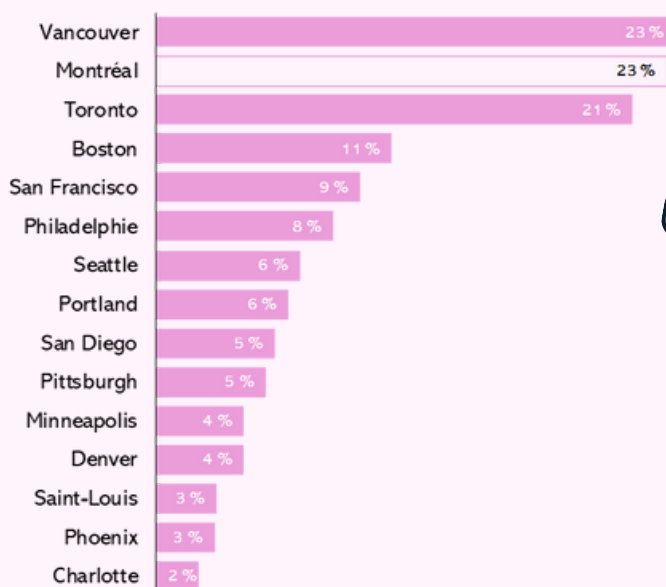


Sources : Statistique Canada, tableau 98-10-0457-01, et American Community Survey, tableau S0801.
 Note : pourcentage de la population utilisant un moyen de transport alternatif à l'automobile pour se rendre au travail, données annuelles de 2021.

En 2019, la mesure utilisée était celle du nombre de passages en transport en commun par habitant. En 2022, nous avons élargi le concept pour englober l'ensemble des transports alternatifs à l'automobile. Cette mesure tient compte, en plus de la qualité du réseau de transport en commun, de facteurs urbanistiques, comme une possibilité d'habiter près de son travail et un déploiement d'infrastructures cyclables, qui permettent aux métropoles de briller avec cet indicateur.

Ce changement de mesure ne modifie pas le classement : les trois villes canadiennes restent en tête avec Montréal au 2e rang, quoique les écarts avec les villes américaines soient moins spectaculaires.

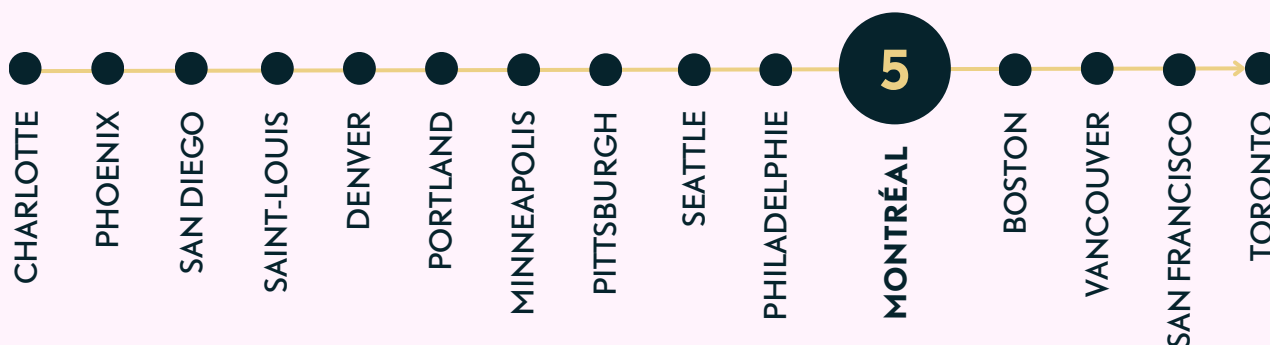
Proportion de la population employée utilisant d'autres modes de transport que l'automobile, le camion ou la fourgonnette pour se rendre au travail (2021)



graphique
27

Disponibilité du transport collectif

Le score de transit est une mesure brevetée de la qualité de la desserte d'un lieu par les transports en commun. Il est basé sur des données publiées dans un format standard par les agences de transport en commun. Pour calculer un score de transit, une valeur d'utilité est attribuée aux itinéraires de transport en commun à proximité en fonction de la fréquence, du type d'itinéraire (train, bus, etc.) et de la distance jusqu'à l'arrêt le plus proche sur l'itinéraire. L'utilité de tous les itinéraires à proximité est additionnée et normalisée à un score compris entre 0 et 100.

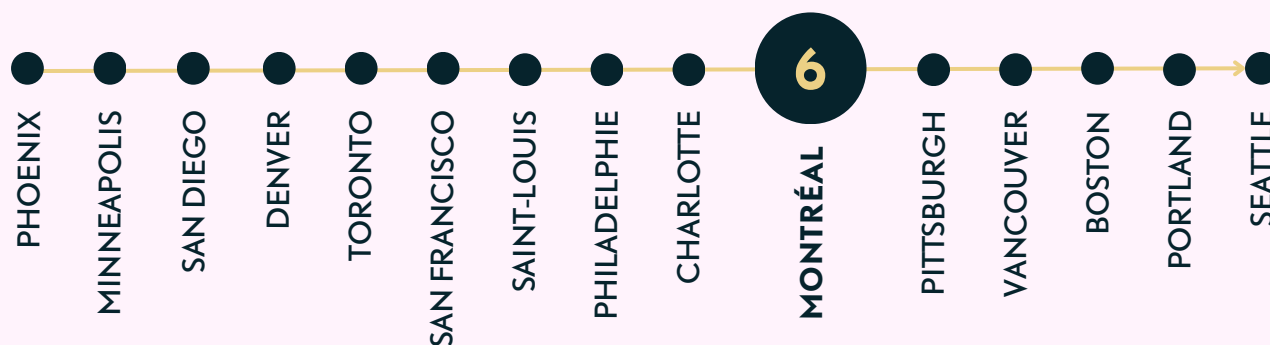


Source : Walk Score, disponible [ici](#).
Note : score de 0 à 100, données de 2023.

À ce chapitre, les villes canadiennes sont une fois de plus à l'honneur, avec Toronto au 1er rang et Vancouver en 3e position. Montréal se retrouve en 5e place. L'arrivée du Réseau express métropolitain (REM) en 2023, avec l'inauguration du premier tronçon entre la Gare Centrale et Brossard, va sans aucun doute renforcer la place de Montréal dans ce classement tout en apportant plus de solutions de transport collectif à ses habitants. Pour les métropoles comparables, il est important de noter que la disponibilité du transport en commun dépend largement de la place occupée par le secteur public. Par exemple, les villes américaines plus ouvertes à une intervention de l'État (Boston, San Francisco, Philadelphie) affichent un plus grand déploiement du transport en commun. Outre les avantages pour la qualité de vie des citoyens, pour autant que le réseau de transport en commun est performant, cet indicateur est un facteur d'attractivité pour les employeurs et de futurs résidents.

Superficie du couvert boisé

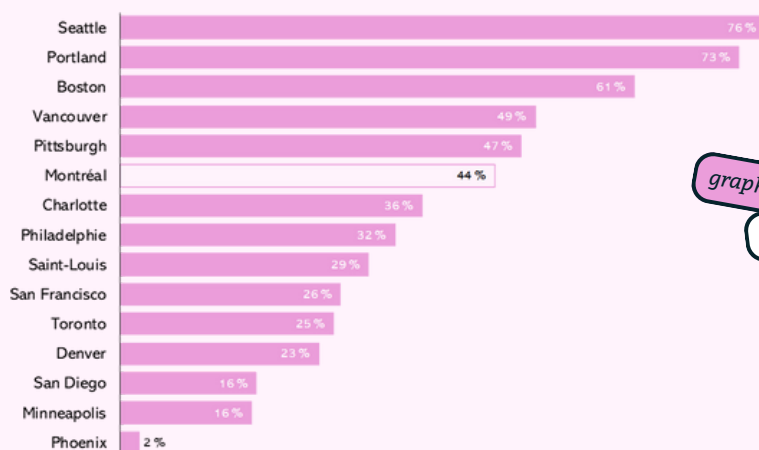
Cet indicateur permet de suivre la perte de biodiversité et les pressions sur les écosystèmes dans les régions métropolitaines. Les espaces boisés permettent aux citoyens d'avoir des milieux de vie attrayants, un écosystème varié ainsi que des îlots de fraîcheur à certaines périodes de l'année. De plus, dans un certain sens, ces espaces boisés contribuent à réduire les îlots de chaleur et à lutter contre l'effet de serre et le réchauffement climatique.



Source : OCDE, Couverture des sols dans les Functional Urban Areas.
 Note : pourcentage de la superficie totale couverte d'arbres, données annuelles de 2019.

Montréal bénéficie d'une bonne couverture boisée par rapport à ses concurrentes en Amérique du Nord et se retrouve dans la première partie du peloton à la 6e place. Par exemple, elle fait beaucoup mieux que Toronto, qui se retrouve à la 11e place. Montréal bénéficie de nombreux espaces verts, dont le parc du Mont-Royal, un élément patrimonial qui contribue à sa renommée dans le monde.

Proportion du territoire recouvert d'un couvert boisé (2019)





09

CONCLUSION ET PISTES D'ACTION

Conclusion et pistes d'action

L'économie montréalaise a bien traversé la crise pandémique et a même vu son poids augmenter dans l'ensemble québécois, tant en matière de croissance économique que de PIB par habitant, ce qui indique qu'elle joue plus que jamais son rôle de locomotive économique du Québec.

Cette contribution pourrait être plus forte encore si la métropole atteignait son plein potentiel. L'exercice de comparaison avec d'autres villes nord-américaines montre en effet qu'à l'échelle du continent, Montréal pourrait faire beaucoup mieux.

Le portrait équilibré et nuancé que permet le classement des indicateurs sur les villes nord-américaines démontre que Montréal se distingue dans plusieurs domaines importants, comme l'environnement et la qualité de vie, qu'elle se situe dans la bonne moyenne pour sa croissance et son degré d'innovation, mais qu'elle tire toujours de l'arrière pour deux éléments fondamentaux, soit son degré de prospérité et son capital humain. Dans ces deux cas, l'évolution du classement de Montréal au fil des années ne permet pas de déceler un rythme de rattrapage satisfaisant.

Cela ne constitue pas un problème nouveau. Pour assurer le progrès de la région montréalaise, l'IDQ avait émis plusieurs recommandations en 2014, et les avait reprises pour l'essentiel dans l'édition 2019 de Comparer Montréal. Ces pistes de réflexion restent pertinentes, presque 10 ans plus tard.

D'abord, la capacité de Montréal d'atteindre son plein potentiel est tributaire du regard que le Québec dans son ensemble et le gouvernement du Québec portent sur la RMR de Montréal et son rôle économique.

Ce rapport a cherché à montrer que le dynamisme de Montréal profite à tous, et qu'il assure une croissance plus forte, des revenus plus élevés, une meilleure santé financière de l'État, ainsi qu'une plus grande compétitivité et une résilience plus forte du Québec au sein du Canada et dans un monde où le degré de compétitivité va en s'accroissant.

Cela exige une reconnaissance de la contribution du succès économique de Montréal au bien-être collectif du Québec, mais aussi des spécificités de la métropole, pour que les attitudes et les politiques publiques tiennent compte de ses besoins particuliers et s'adaptent à un contexte métropolitain.

Malgré certains progrès, cette adaptation reste imparfaite. On le voit à la persistance de la gestion à travers une logique administrative dans laquelle la région montréalaise, fragmentée entre cinq régions administratives, n'est pas perçue comme un tout. Cela se traduit aussi dans la balkanisation des réseaux de la santé et de l'éducation de la région métropolitaine, provoquée par l'application de structures conçues pour les régions. On l'observe, de façon générale, dans le fait que la prise en compte des réalités métropolitaines n'est pas toujours au rendez-vous dans plusieurs politiques portant, par exemple, sur l'immigration, la langue, l'enseignement supérieur, le logement et le transport.

Au-delà des rapports entre la métropole et le reste du Québec, les progrès de Montréal exigeront des interventions plus spécifiques, qui pourraient se résumer par deux grandes priorités. D'abord, la hausse de la productivité, qui nécessite un ensemble de mesures, dont l'accompagnement des entreprises notamment sur l'innovation, le financement et l'adaptation à la révolution technologique. Ensuite le capital humain, où il est essentiel d'élever le niveau de compétences, à tous les échelons, et de mieux utiliser les ressources provenant de l'immigration.

L'administration municipale dispose également de leviers essentiels. Alors que plusieurs gestes de la Ville de Montréal ont permis de renforcer le positionnement de Montréal, notamment au niveau de la qualité de vie et de l'environnement, des efforts supplémentaires sont nécessaires afin de faire progresser la métropole dans les autres catégories.

Cela dit, il est important de souligner que ces deux grands chantiers, soit la productivité et la qualification, seront tout aussi essentiels pour l'essor des régions du Québec et de ses autres centres urbains. Même s'ils doivent être modulés pour tenir compte des spécificités propres à chaque région, les grands enjeux pour la métropole sont largement les mêmes que ceux de l'ensemble du Québec. Cela nous permet de souligner que la région montréalaise et l'ensemble du Québec ont des intérêts communs, et que leurs succès futurs reposent aussi sur leur complémentarité.

